

Une foi qui fait justice

Le cheminement du Conseil œcuménique des Églises de Porto Alegre à Busan



Conseil œcuménique
des Églises



OIKOS

Sommaire

Avant-propos par le président du Comité central	5
Introduction par le secrétaire général	9

Les programmes

Chapitre 1: Mettre en pratique plus pleinement l'unité chrétienne	13
Chapitre 2: Mission, évangélisation et spiritualité	17
Chapitre 3: Éducation et formation œcuménique	21
Chapitre 4: Édifier des communautés de guérison et de réconciliation	25
Chapitre 5: Plaider pour la justice, la paix et les droits humains	31
Chapitre 6: Œuvrer ensemble pour la justice et la paix au Moyen-Orient	35
Chapitre 7: Coopération et dialogue interreligieux	41
Chapitre 8: Mieux prendre soin de la création	45

L'organisation

Chapitre 9: Changements dans la gouvernance	49
Chapitre 10: Un centre œcuménique nouveau	51
Chapitre 11: Profil financier – Histoire récente et évolution actuelle	55

Annexe

Rapport pré-Assemblée d'évaluation du programme – Synthèse	59
--	----



Avant-propos

Pasteur Walter Altmann Président du Comité central du COE

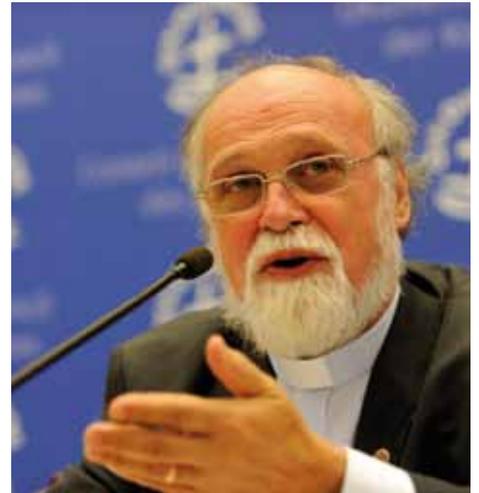
Dans mon premier discours au Comité central en 2006, après la Neuvième Assemblée, j'avais entamé une réflexion sur les mots de Pierre: «Sanctifiez dans vos cœurs le Christ qui est Seigneur. Soyez toujours prêts à justifier votre espérance devant ceux qui vous en demandent compte» (1 Pierre 3,15 TOB).

Je trouve que ces mots demeurent tout aussi éloquentes aujourd'hui alors que nous nous préparons pour la prochaine Assemblée du Conseil œcuménique des Églises à Busan. Le présent rapport fait le bilan des travaux que nous avons menés au cours de cette période, bilan qui démontre clairement la raison pour laquelle nous, le mouvement œcuménique, avons autant d'espérance, même dans le contexte des sérieuses difficultés auxquelles nous sommes confrontés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre communauté fraternelle.

Au cours de cette période, l'ordre mondial a traversé des crises graves: la crise financière mondiale, des soulèvements politiques, des conflits armés entre citoyens et des guerres entre États. Le paysage religieux a évolué en raison de l'évangélisation, du militantisme, des changements politiques et même de la violence. Le pluralisme religieux est de plus en plus courant aux quatre coins du monde.

Face à ces enjeux et ces changements, le rôle du COE en tant qu'instrument privilégié du mouvement œcuménique un est constamment mis à l'épreuve. Parfois, ces épreuves se manifestent sous la forme d'une capacité financière amenuisée. Parfois, elles ouvrent de nouvelles perspectives, par exemple en donnant l'occasion de consolider les liens avec certains partenaires œcuméniques, comme le Forum chrétien mondial.

Les difficultés externes nous obligent à continuellement repenser notre témoignage public et nos interventions publiques en tant que communauté fraternelle. Les déclarations faites par le Comité central et le Comité exécutif ont abordé un grand nombre de préoccupations. Les déclarations majeures, comme celles sur la diaconie, la mission et l'Église, sont le résultat d'une longue période de réflexion avec un cercle élargi de chrétiens et de partenaires œcuméniques, qui sont une grande source d'espérance et d'énergie pour la force du mouvement œcuménique à l'avenir. Nous attendons de l'Assemblée de Busan qu'elle se penche à nouveau sur la question de l'unité, qui est au cœur de notre identité et de notre mandat.



Le Comité central est un organe très représentatif, aussi diversifié que les confessions et les traditions de notre communauté fraternelle. Cette configuration est extrêmement enrichissante mais elle peut poser de multiples problèmes. Nous avons mis en place un processus de décision par consensus – ce qui constitue une expression concrète de l'unité à laquelle nous aspirons – qui nous a grandement aidés à façonner une voix commune et à parvenir à des accords sur des sujets très complexes dans un esprit de confiance mutuelle. Néanmoins, nous devons encore et toujours développer notre capacité à travailler dans un esprit de consensus et non pas avec des mécanismes simples de prise de décision.

Nous devons à tout moment rechercher dans la prière une position commune. Comme toutes les réalisations décrites au fil des pages qui suivent, cela exige un effort constant – en apprenant les uns des autres et en écoutant l'Esprit – tout en tenant compte des différences que nous représentons.

Je rends grâce à Dieu pour toutes les personnes qui ont pris part à ces efforts en faveur de la paix, de la justice et de l'unité et en particulier aux secrétaires généraux le pasteur Samuel Kobia et le pasteur Olav Fykse Tveit, au personnel du COE, à tous les membres du Comité central et à toutes les Églises membres et organisations œcuméniques.

D'un point de vue géographique, notre voyage ensemble nous emmène d'un bout du monde à l'autre, de Porto Alegre à Busan, de l'Amérique latine à l'Asie, de l'hémisphère sud à l'hémisphère nord. Symboliquement, cela reflète l'envergure mondiale du Conseil œcuménique des Églises ainsi que notre attachement, en dépit des nombreuses différences qui existent entre nous, à l'espérance de l'unité que nous tenons de notre Seigneur et Sauveur, Jésus Christ. Je prie pour que le Dieu qui nous donne la vie, le Christ qui nous appelle à la foi et le Saint Esprit qui nous guide nous donnent tous la force et la persévérance pour aborder au mieux les défis et les perspectives qui nous attendent.



World Council
of Churches
9th Assembly
Porto

Introduction

Pasteur Olav Fykse Tveit Secrétaire général

Lors de l'Assemblée de 2006 à Porto Alegre, je jouais un rôle auprès du Conseil œcuménique des Églises de par mes fonctions au sein de l'Église de Norvège. Du point de vue d'une Église membre, je me souviens assez bien des enjeux mis en exergue par les décisions de l'Assemblée. Parmi les recommandations sur les problématiques et les méthodes figuraient plusieurs appels: à approfondir et élargir le mouvement œcuménique, à associer notre dialogue interreligieux à la défense de causes, à faire participer davantage les jeunes, mais aussi à en faire moins mais mieux.

L'hiver œcuménique et les difficultés auxquelles le COE est confronté ont beaucoup fait parler. Pourtant, j'ai pu voir – à la fois en tant que représentant d'une Église membre et aujourd'hui en tant que secrétaire général – qu'au cours de cette période qui sépare l'Assemblée de 2006 à Porto Alegre et l'Assemblée de 2013 à Busan, nous avons travaillé dur et avec des objectifs clairs, et les fruits de nos efforts sont extrêmement importants.

Pendant cette période, le Conseil a célébré son 60^e anniversaire. En soixante ans, cette institution a considérablement changé, notamment au cours des dix dernières années: à l'origine, elle initiait de nombreux projets aux quatre coins du monde, puis elle s'est mise à faciliter les partenariats, devenant progressivement une organisation plus petite, administrant ses ressources de façon parcimonieuse et suivant des priorités définies.

Aussi difficiles qu'aient pu être ces changements pour les gens tant au sein du Conseil qu'à l'extérieur, le COE lui-même a renforcé son rôle indiscutable.

La majeure partie de ce que nous faisons, nous pouvons et devons le faire avec nos partenaires œcuméniques. Et les fruits de cette période – les réalisations décrites dans le présent rapport –, nous les partageons avec nos partenaires œcuméniques.

Mais celles-ci n'auraient pas pu voir le jour sans le Conseil œcuménique des Églises.



D'un secrétaire général à l'autre

À l'occasion de la cérémonie qui a marqué la fin de son mandat de secrétaire général du COE, lors du Comité central d'août 2009, le pasteur Samuel Kobia a exprimé sa gratitude pour le «privilege extraordinaire» d'avoir servi le mouvement œcuménique pendant plus de quatre décennies. Le mandat du pasteur Olav Fykse Tveit, 7^e secrétaire général du COE, a débuté le 1^{er} janvier 2010.

Lancement d'une alliance humanitaire d'envergure

L'Alliance ACT, qui rassemble plus de 130 Églises et organisations de secours et de développement liées à l'Église dans le monde entier, a été officiellement lancée le 24 mars par des célébrations organisées à Genève et aux quatre coins du monde.

Cette nouvelle Alliance ACT est l'une des plus grosses organisations humanitaires mondiales, opérant dans 140 pays avec un budget total de 1,6 milliard de dollars EU. Elle fournit de l'aide alimentaire d'urgence, des abris et des installations d'eau et d'assainissement, et elle met en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté dans les pays les plus défavorisés.

La nouvelle alliance est le résultat de la fusion entre ACT International et son organisation sœur, ACT Développement, qui avaient été créées séparément sous l'égide du COE. Lors de la célébration organisée à Genève, le secrétaire général de l'Alliance ACT, John Nduna, a déclaré que la création de cette nouvelle organisation humanitaire permettrait «de créer un lien plus étroit entre aide humanitaire d'urgence et développement durable.»



Grâce à son rôle stratégique de premier plan, le Conseil œcuménique des Églises a mobilisé de nombreux partenaires œcuméniques, communions chrétiennes mondiales, Églises membres et d'autres institutions pour faire en sorte d'élargir le mouvement œcuménique et d'approfondir nos partenariats pour que notre action ait une plus grande portée. De nombreux exemples l'illustrent clairement depuis 2006:

- Notre nouvelle déclaration sur la mission – jugée exhaustive et sans précédent – se fonde sur un processus qui a fait intervenir bien plus de partenaires que le COE au sens étroit du terme.
- Nous avons par ailleurs élargi notre rôle de défense de causes au Moyen-Orient, appliquant des approches diverses pour accompagner les Églises dans leurs luttes en faveur de la paix et de la justice, tant dans le cadre du conflit israélo-palestinien que des spectaculaires changements du printemps arabe.
- La déclaration sur le témoignage chrétien dans un monde multireligieux a été produite en collaboration avec le Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux et l'Alliance évangélique mondiale. À cet égard, elle représente la quasi-totalité du christianisme, et c'est au Conseil œcuménique des Églises qu'est revenu le rôle stratégique de rassembler tous ces partenaires.
- Avec des partenaires musulmans, nous avons élaboré de concert notre conception commune de la guerre et de la paix, en particulier dans le contexte du Nigeria, d'un point de vue islamo-chrétien. Cette initiative servira de modèle aux efforts futurs.
- La planification de l'Assemblée de 2013 prévoit une contribution très large et importante de la part d'autres partenaires œcuméniques, dans le sillage de ce qui a été fait au cours de cette période.
- Notre rôle moteur dans le domaine de la défense de causes a été mis en exergue lors du rassemblement pour la paix en 2011 en Jamaïque, où nous avons réuni tous les acteurs de la paix de la famille œcuménique. Notre discussion sur la paix juste – qui doit se poursuivre – a contribué à l'élaboration d'une nouvelle vision du concept à une période où les menaces pour la paix prennent un autre visage.

Il reste manifestement encore beaucoup de travail.

Nous n'avons pas réussi autant que nous l'espérions à mobiliser et instaurer une plus grande participation des jeunes dans notre travail. Nous pouvons et devons en faire plus.

Les importantes discussions qui se sont tenues dans le cadre du processus AGAPE ont établi la corrélation évidente entre justice économique et éco-justice. Nous devons montrer la voie de la solidarité mondiale là où notre voix peut influencer sur certaines questions, en portant notre message auprès des nombreux cercles de pouvoir dans le monde financier et en accompagnant les Églises dans les sociétés où elles vivent.

Nous devons trouver des moyens pour associer diaconie, défense de causes et «justice, paix et intégrité de la création» dans une approche unique du Conseil œcuménique des Églises. Cela doit être ainsi, cela peut être ainsi et les effets peuvent être tangibles.

La création d'ACT Développement puis celle de l'Alliance ACT fusionnée se sont traduites par l'abandon progressif, par le COE, de son rôle de donateur. Dans un sens, nous comprenons mieux aujourd'hui qui nous sommes, ce que nous faisons ensemble et ce que nous faisons séparément. La défense de causes et le renforcement des capacités demeurent inextricablement liés – ainsi que cela doit être – et nous

devons continuer à collaborer avec d'autres partenaires œcuméniques pour nous faire entendre le mieux possible et avoir la plus grande influence possible.

Nous avons simplifié nos programmes et nous nous sommes efforcés d'intégrer les approches et d'essayer de nouvelles méthodologies. Nous devons continuer à réfléchir aux modalités de collaborations avec d'autres organisations et particuliers, sur des projets à court terme comme à long terme, et en outre prendre acte du fait que les Églises contribuent à la communauté fraternelle non seulement par leur appui financier mais aussi par les capacités qu'elles ont développées avec l'expérience.

Dans ce rapport, nous avons retenu huit grandes entreprises du Conseil œcuménique des Églises depuis la Neuvième Assemblée de Porto Alegre, qui, toutes, sont en relation avec la vision et le but de la communauté fraternelle et en application de l'orientation du programme adoptée par la Neuvième Assemblée. Ces entreprises sont présentées au début de chaque chapitre. Ensuite, les récits personnels, les activités et les citations reflètent dans une certaine mesure la façon dont le Conseil œcuménique – dans les diverses unités de programme et en coopération avec ses partenaires – a mené son travail. Entrelaçant les réunions, les échanges, les rencontres, les cultes, les actions, les réflexions, les soutiens, les visites, les déclarations et les dialogues, ce rapport s'efforce de montrer les corrélations entre les méthodes et les thèmes d'activité, et tout cela scande les étapes clefs d'un cheminement de la foi vers la justice.

Dans ce cheminement, nous avons toutes et tous joué notre rôle et je vous en suis extrêmement reconnaissant. Je tiens particulièrement à évoquer ici mon prédécesseur, Samuel Kobia, ainsi que d'autres membres du personnel qui ont fini de travailler pour le Conseil au cours de cette période. Par une réflexion commune sur ce qui a été réalisé au cours de ces sept dernières années, nous pouvons et devons entamer une discussion critique et ouverte sur ce que nous avons appris. Pourtant, le mouvement œcuménique n'existe pas seulement pour «réussir» mais aussi pour toujours nous ramener aux fondamentaux de notre foi chrétienne. La vocation œcuménique est de continuer à œuvrer en faveur de l'unité, de la justice et de la paix, ce qui signifie porter la croix dans la réalité telle qu'elle existe.

Cette vocation n'est pas en train de disparaître, elle ne fait que se renforcer.

J'espère que nous sommes toutes et tous ouverts à la façon dont Dieu nous conduit à vivre ensemble, même s'il y a des questions qui demeurent non résolues. Cet appel à l'unité, dont l'intendance est confiée au Conseil œcuménique des Églises, n'est pas quelque chose qui est offert une fois pour toutes. Nous devons prier Dieu pour qu'il le réalise à tout instant, chaque année, chaque jour.

Puisse le thème de la Dixième Assemblée – «Dieu de la vie, conduis-nous vers la justice et la paix» – donner une nouvelle inspiration et une nouvelle forme au travail que nous faisons et qu'il renforce notre engagement à faire en sorte que, quoi que nous entreprenions, nous l'entreprenions ensemble, en sachant que nous avons besoin de toute notre force et notre sagesse pour porter la croix dans le monde dans lequel nous vivons.

Le COE marque son 60^e anniversaire

Des festivités œcuméniques présidées par le patriarche œcuménique Bartholomée I^{er} se sont déroulées à la cathédrale Saint-Pierre de Genève le dimanche 17 février 2008 en l'honneur du 60^e anniversaire du Conseil œcuménique des Églises

«Le Conseil constitue une plate-forme idéale où des Églises ayant des points de vue différents et appartenant à des traditions théologiques et ecclésiologiques extrêmement variées peuvent entamer un dialogue et promouvoir l'unité chrétienne, et ce tout en répondant aux besoins multiples de la société contemporaine», a déclaré le responsable orthodoxe.



Le COE a par ailleurs invité de jeunes théologien-ne-s et étudiant-e-s en théologie à participer à un concours d'essais sur le thème «Ensemble, apporter un changement – Perspectives pour l'œcuménisme au 21^e siècle.» Le COE a reçu plus d'une cinquantaine de compositions, dont six ont été publiées dans Ecumenical Review et sur le site du COE.

Dans son homélie à Genève, le patriarche œcuménique a affirmé qu'il imaginait un avenir où «une nouvelle génération d'ouvriers pourrait prospérer dans le vignoble de l'œcuménisme» et où le COE demeurerait fondé sur les «trois piliers» de l'unité, du témoignage et du service sur lesquels il a été édifié.



1: Mettre en pratique plus pleinement l'unité chrétienne

En 2010, le Conseil œcuménique des Églises (COE) a appelé le Fonds monétaire international (FMI) à annuler complètement et immédiatement la dette étrangère d'Haïti, suite au séisme catastrophique qui avait ravagé ce petit pays cette année-là. Cet appel à l'annulation de la dette – première étape d'un plan visant à soutenir le redressement, la réduction de la pauvreté et un développement durable – a été lancé en juin après une visite de solidarité effectuée par une délégation du COE.

Un mois plus tard, le Conseil d'administration du FMI annulait la dette étrangère d'Haïti.

Si les médias se sont félicités de cet appel, le présentant comme un exemple de l'aide apportée par les Églises à Haïti dans le cadre de cette catastrophe, ce fut, pour les 345 Églises membres du COE et pour les confessions et les communautés ecclésiales qu'il représente dans le monde entier, un exemple de la manière dont l'Église œuvre à l'unité visible, objectif fondamental du mouvement œcuménique.

On peut donner différents sens à l'expression «unité visible», mais un aspect essentiel de cette vision est celui des relations entre les Églises. Le COE offre un espace singulier permettant de soutenir et de nourrir de telles relations: refléter et promouvoir le témoignage commun dans les activités de mission et d'évangélisation, prier et travailler ensemble, pratiquer le service chrétien partout où il y a des humains dans le besoin, et abattre les barrières entre les gens. C'est un espace unique en son genre où, ensemble, les Églises peuvent poursuivre la quête de la justice et de la paix, développer le renouveau dans l'unité et assurer la sauvegarde de la création. C'est la plus large et la plus exhaustive des multiples expressions organisées du mouvement œcuménique moderne, l'unité chrétienne constituant son objectif.

Le développement des relations entre les Églises membres et au-delà de ce cercle constitue le fondement même des efforts déployés par le COE en vue de l'unité. Les visites effectuées par le secrétaire général du COE auprès des Églises membres du COE permettent à celles-ci de faire connaître à la communauté œcuménique mondiale la réalité concrète de leur vie et de leur foi, d'approfondir les relations entre les axes majeurs des activités internationales et les activités locales, et elles sont souvent, comme ce fut le cas avec Haïti, des moments clés en matière de défense de causes. Entre 2007 et 2012, le secrétaire général du COE a effectué plus de 80 visites auprès des Églises membres du COE, dans plus de 50 pays.

Tout ce que l'on peut entreprendre en faveur de l'unité visible exige aussi que l'on se penche sur les questions difficiles qui continuent à diviser les Églises. Foi et constitution, qui a célébré son centième anniversaire en octobre 2010, mène des études et des dialogues sur la nature et la mission de l'Église, la reconnaissance mutuelle du baptême, le discernement moral dans les Églises et les sources de l'autorité. La publication, en mars 2013, par Foi et constitution, de L'Église – Vers une vision commune, a marqué le point d'orgue de vingt années de collaboration et de consultation. Centré sur le concept de koinonia (partage ou communion), ce document met en évidence une

GRANDE RÉALISATION

Les Églises membres ont affirmé ensemble la nature et la forme de l'unité qu'elles recherchent; elles ont franchi des étapes concrètes et identifié des obstacles sur le chemin de l'unité visible. Elles ont défini et pratiqué de nouvelles manières de vivre l'unité et l'œcuménisme au 21^e siècle en élargissant la participation et en assurant la cohérence par les moyens de la collaboration et d'une définition plus claire des rôles.

Consolider la communauté fraternelle

Foi et constitution

Les femmes dans l'Église et la société

Les jeunes dans le mouvement œcuménique

Groupes mixtes de travail

Forum chrétien mondial

L'œcuménisme au 21^e siècle

L'unité, fondement de l'action

«Il est impératif que nous agissions de concert lorsque nous prêtons la main aux Haïtiens qui s'efforcent de construire leur avenir. Pour les Églises, dans une situation de ce genre, il est essentiel de réfléchir sur ce que signifie être un en Christ, aux plans local, régional et mondial. Nous sommes appelés à l'unité, à servir en tant qu'Églises qui parlent d'une seule voix pour la justice, qui se préoccupent de la vie de notre prochain et qui décident d'agir ensemble avec des partenaires tels que l'Alliance ACT et d'autres.»

Pasteur Olav Fykse Tveit,
dans une Lettre ouverte aux dirigeants et
Églises d'Haïti, juin 2010

«L'Église Une aujourd'hui est la continuation de la communauté apostolique des premiers jours. Pour que les confessions dépassent le stade actuel de leur division, il faut que soit restaurée la communion entre elles. Elles doivent trouver les racines communes de leur foi, la Tradition vivante, laquelle est vécue dans la vie sacramentelle de l'Église Une. Par le pouvoir du Saint Esprit, il faut que la communion soit réalisée à nouveau en chaque lieu et en chaque temps. L'Église existe dans le contexte de sa vocation à proclamer le dessein de Dieu pour le monde et pour le vivre concrètement dans des situations et contextes historiques.»

Communiqué du Colloque inter-orthodoxe sur la «Nature et la mission de l'Église», mars 2011



convergence d'opinions de l'ensemble des Églises membres sur la nature et la mission de l'Église, la communion avec Dieu et les uns avec les autres et les rôles de l'Église dans le monde. Le document a été transmis aux Églises, qui feront part de leurs réactions officielles.

Les femmes dans l'Église et la société reste un thème essentiel du plan d'action du COE et de ses programmes. De par l'importance qu'il accorde à la défense des causes par et pour les femmes tant dans ses structures qu'en dehors d'elles, le COE constitue un lieu sans égal où les femmes peuvent faire entendre leurs voix distinctes et diverses et faire connaître leur vécu dans un monde pluriel sur le plan religieux. Tout aussi importante est la voix des jeunes dans le mouvement œcuménique, du fait de l'énergie qui les anime et des responsabilités qu'ils assument déjà ou assumeront à l'avenir dans les Églises. La 9^e Assemblée a appelé à la création d'un organisme qui permettrait à des jeunes d'amplifier leur vision du mouvement œcuménique en même temps qu'il renforcerait leur rôle dans les mécanismes de prise de décisions du COE. C'est ainsi qu'a été créée, en mai 2007, la Commission des jeunes dans le mouvement œcuménique – Echos –, parallèlement à une plus grande intégration des perspectives des jeunes dans de nombreux processus d'étude et de dialogue dans la quête de l'unité et du témoignage œcuménique.

Poursuivre l'objectif de l'unité, cela signifie aussi entrer en dialogue et édifier des relations de confiance en dehors du cercle des Églises membres du COE. Des forums tels que le Groupe mixte de travail de l'Église catholique romaine et du COE (GMT) travaillent sur le long terme et permettent d'étudier certains thèmes communs ainsi que des



problèmes qui divisent. Récemment, le GMT a abordé les thèmes de la réception œcuménique et des racines spirituelles de l'œcuménisme ainsi que les questions de la migration et de la jeunesse.

Un Groupe consultatif mixte du Conseil œcuménique des Églises et des pentecôtistes a obtenu des résultats spectaculaires en à peine douze ans, ce que confirme l'invitation faite au pasteur Olav Fykse Tveit à présenter ses salutations à une Conférence mondiale pentecôtiste; c'était la première fois qu'un secrétaire général du COE était invité à le faire.

Le COE s'efforce par ailleurs d'élargir plus encore la vision œcuménique, notamment en soutenant le Forum chrétien mondial, lequel rassemble l'éventail le plus large possible de traditions chrétiennes: anglicans, charismatiques, évangéliques, catholiques, orthodoxes, pentecôtistes, protestants, membres des Églises d'institution africaine, méga-Églises et communautés contemplatives. Cette plateforme ouverte vise à développer le respect mutuel et à étudier et traiter ensemble des enjeux communs. Ce Forum est désormais en bonne voie de réaliser la vision qu'a le COE d'un espace œcuménique indépendant et ouvert.

Et maintenant, quelles sont les perspectives qui s'ouvrent à ces efforts pour réaliser l'unité?

Le Comité de continuation sur l'œcuménisme au 21^e siècle, dont les membres sont représentatifs d'un large éventail confessionnel, réfléchit sur les effets d'un monde en mutation sur le mouvement œcuménique et sur sa vision de l'avenir. Prenant acte du fait que l'œcuménisme est bien plus large que n'importe laquelle de ses institutions, il reconnaît au COE un rôle privilégié pour revitaliser le mouvement œcuménique, pour articuler plus clairement une vision commune et pour assurer une plus grande cohérence œcuménique dans les réponses données aux réalités d'un monde en pleine mutation. Au nombre de ces réalités figure la diversité des organisations qui assument des activités œcuméniques à tous les niveaux, à une époque marquée par des contraintes financières ainsi que par le déplacement du centre de gravité démographique du christianisme, passé de l'hémisphère Nord à l'hémisphère Sud.

Pendant que le Comité de continuation poursuit l'élaboration de ses recommandations, nous devons, toutes et tous, nous rappeler ce qu'est la source ultime de notre foi et de notre volonté d'aller à l'unité: «Le cœur du mouvement œcuménique n'est pas en nous, ni dans nos efforts, nos plans ou nos désirs – il est en le Dieu Trine.»



«Dans certaines de nos situations, et sous des formes différentes, il apparaît que, désormais, l'Église est plus en position "d'être reçue" que "de recevoir". Nous apprenons maintenant à dépendre de l'hospitalité des autres. L'hospitalité, ce n'est pas simplement un don généreux que font les riches et les puissants: c'est aussi une qualité et une grâce des faibles.»

Pasteure Susan Durber,
Commission de Foi et constitution, 2009

«Le Conseil œcuménique des Églises et l'Église catholique entretiennent des relations œcuméniques fructueuses depuis l'époque du Concile Vatican II. Le Groupe mixte de travail, créé en 1965, a travaillé assidûment à renforcer le "dialogue de vie" que mon prédécesseur Jean-Paul II appelait le "dialogue de charité" (Ut Unum Sint, 17). Cette coopération a donné une expression vivante à la communion qui existe déjà entre les chrétiens et a fait progresser la cause du dialogue et de la compréhension œcuméniques.»

Pape Benoît XVI
25 janvier 2008

«Nous percevons l'espace ouvert du Forum chrétien mondial comme un don de Dieu. Au milieu d'un monde et d'une Église fragmentés, cette expérience unique d'unité, englobant le christianisme mondial dans son ampleur, est une source d'inspiration et d'espérance. Nous croyons que c'est un modèle de construction de relations chrétiennes authentiques qui convient en chaque lieu.»

Forum chrétien mondial, Message de
Manado, octobre 2011



2: Mission, évangélisation et spiritualité

On pourrait se demander quel est le rapport entre un dépotoir et la mission et l'évangélisation.

Les participantes et participants à la réunion pré-Assemblée organisée en mars 2012 par la Commission de Mission et évangélisation (CME), qui ont passé une demi-journée avec une communauté qui vit sur la «Montagne enfumée», une décharge publique des faubourgs de Manille, ont très bien compris de quoi il s'agissait. Là vivent quelque 30 000 personnes, qui ne font que fouiller les ordures. Cette communauté appréhende maintenant l'ordre de démolition de cette décharge, donné par le gouvernement philippin, qui veut lancer un projet de construction de logements dans ce secteur.

Cette visite avait été organisée par le Conseil national des Églises des Philippines à l'intention des participantes et participants à cette réunion de la CME, pour témoigner de la mission des Églises dans des secteurs tels que celui de la Montagne enfumée, où les gens qui y vivent ont la volonté de faire valoir leurs droits humains fondamentaux.

«Dans ce genre de situation, on constate que les gens qui demeurent dans les bidonvilles aspirent à la dignité. Comment imaginer l'Évangile à l'œuvre ici?», a demandé aux participantes et participants le père Tito Loyola, de l'association *Aspiring Citizens for Community Empowerment and Solidarity Inc.*, lors d'une rencontre avec les habitantes et habitants du bidonville. Le père Loyola a expliqué la vie quotidienne sur la Montagne enfumée et l'action des Églises qui soutiennent les luttes de cette communauté.

Pour le COE, l'enjeu missionnaire auquel sont confrontées les Églises consiste à trouver un équilibre entre un témoignage clair de l'Évangile, le respect de la dignité des gens et la solidarité avec les victimes de la pauvreté, de l'injustice, de l'exclusion, de la maladie ou de la violence.

Le mouvement missionnaire contemporain est l'un des principaux courants qui ont contribué au développement de l'œcuménisme depuis la Conférence missionnaire mondiale qui s'est tenue à Édimbourg en 1910. En juin 2010, quelque 300 personnes représentant 200 Églises et organisations chrétiennes, 115 origines ecclésiales différentes, 77 nationalités, 65 pays et 62 langues maternelles se sont rassemblées pour marquer le centième anniversaire de cette conférence historique et pour réfléchir sur les réalités de la mission chrétienne au 21^e siècle. «Il s'agit probablement de la conférence missionnaire la plus large depuis 1910», a fait remarquer Vinoth Ramachandra, de Sri Lanka, dirigeant de l'*International Fellowship of Evangelical Students*.

Pour préparer Édimbourg 2010, le COE a participé à une étude internationale, interconfessionnelle et décentralisée sur la mission, organisée en collaboration avec des partenaires n'appartenant pas à la sphère du COE, et notamment des organismes missionnaires évangéliques, pentecôtistes et catholiques. Cette collaboration dans le cadre du processus d'étude et de célébration de ce centenaire montre à quel point nous nous sommes rapprochés, le COE étant accepté comme un partenaire à une table où étaient présentes des traditions missionnaires qui, depuis un siècle, s'y opposaient fermement.

GRANDE RÉALISATION

Les Églises membres, les agences missionnaires et les partenaires œcuméniques sont parvenus à une conception commune de convictions œcuméniques fondamentales sur la théologie et la pratique de la mission et de l'évangélisation aujourd'hui (100 ans après Édimbourg 1910).

Mission et évangélisation

Édimbourg 2010

La spiritualité et le culte

Calendrier œcuménique de prière

Semaine de prière pour l'unité des chrétiens

Échos d'Édimbourg 2010

«Notre monde gémit, accablé par la violence et l'injustice, la pauvreté et le désespoir, le VIH et le sida et la dégradation de l'environnement. Pourtant, l'œuvre divine de réconciliation et de guérison ne cesse pas. Et le peuple de Dieu – ici, là et partout – est appelé, ensemble, à participer à cette mission.»

Ruth Padilla De Borst,
secrétaire générale de la Fraternité théologique latino-américaine

«Ce moment œcuménique nous rappelle qu'aucune partie de l'Église Une, Sainte, Catholique et Apostolique n'a un monopole pour accomplir la mission de Christ au monde. En fait, pour que les chrétiens de toutes les traditions aient une quelconque crédibilité en tant que Corps de Christ, il faut que le monde constate qu'ils ont un but commun.»

John Sentamu
archevêque d'York

«La mission n'est pas un commandement reçu une fois pour toutes. La mission est une relation permanente d'amitié et de collaboration.»

Sœur Josue Arregui,
déléguée de l'Église catholique romaine à la Réunion pré-Assemblée organisée par la Commission de Mission et évangélisation du COE à Manille en 2012



International Review of Mission (IRM)

En décembre 2011, l'IRM a célébré cent ans de publication ininterrompue. Cette revue est le bulletin missiologique trimestriel du COE. S'il est essentiellement consacré à la missiologie œcuménique, il donne aussi la parole à d'autres perspectives, telles que celles de théologiennes et théologiens pentecôtistes et évangéliques.

«Du fait qu'il traite en profondeur de questions missiologiques, l'IRM influence, depuis cent ans, des milliers de missiologistes, d'organismes missionnaires et d'Églises», a déclaré le métropolitain Geervarghese Mor Coorilos, évêque orthodoxe syrien de Niriam (Inde) et coprésident de la Commission de Mission et évangélisation, lors de la célébration du centième anniversaire de cette revue en décembre 2011. «Au bout de cent années encore, l'IRM demeure pour nous une source d'inspiration et de remise en question.»

Dans le cadre de la préparation à Édimbourg 2010, la Commission de Mission et évangélisation et la Commission de Foi et constitution se sont en outre rencontrées en mars 2009 pour mettre en valeur leurs activités respectives en matière de mission et d'unité, formulant à cette occasion des recommandations pour leur collaboration future.

Ces études et la conférence de 2010 ont alimenté le processus de rédaction d'une déclaration du COE qui devrait être présentée à la 10^e Assemblée en 2013. Ce projet de déclaration, intitulé Ensemble vers la vie – Mission et évangélisation dans des contextes en évolution, a été le principal point de discussion de la réunion pré-Assemblée organisée par la CME à Manille (Philippines) en mars 2012. La dernière déclaration du COE sur la mission et l'évangélisation datait de 1982 et, si elle ne la «remplace» pas, la nouvelle déclaration approuvée par le Comité central en septembre 2012 s'inspire d'éléments tirés de théologies missionnaires dépassant largement le cadre des Églises membres du COE dans un monde et des contextes ecclésiaux en pleine mutation.

Lors des grandes réunions du COE, les cultes sont des occasions de prières communes et d'études bibliques; ils offrent des ressources spirituelles en rapport avec la vie des Églises et la quête de l'unité. Pour exprimer ensemble notre foi et notre témoignage, nous avons employé avec profit des documents tels que la série de Méditations bibliques pour l'Avent préparée à l'occasion du Rassemblement œcuménique international pour la paix ainsi que la collection de documents et de chants Laudate omnes gentes réalisée en coopération avec la Conférence des Églises européennes, l'Arbeitsgemeinschaft Christlicher Kirchen in Deutschland et l'Église évangélique d'Allemagne (EKD).

Le Calendrier œcuménique de prière permet aux Églises de cheminer dans la prière dans toutes les régions du monde et chaque semaine de chaque année, en affirmant notre solidarité avec les chrétiennes et les chrétiens du monde entier, avec nos frères et sœurs qui vivent dans des contextes divers, affrontent des problèmes divers et possèdent des dons divers.



Prier pour l'unité des chrétiens

Du 18 au 25 janvier 2008, pour son centième anniversaire, la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens avait pour thème: «Priez sans cesse».

À Rome, le pasteur Samuel Kobia, secrétaire général du COE, s'est associé au pape Benoît XVI pour prier pour l'unité des chrétiens lors de vêpres présidées par le pape, signe tangible de l'esprit de coopération entre le COE et le Vatican qui marque les quarante années de réalisation commune de documents liturgiques pour cette Semaine.

Pourtant, la liturgie œcuménique la plus connue demeure certainement la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens, qui est célébrée dans les communautés et paroisses du monde entier. Les documents pour cette Semaine sont élaborés par un partenaire choisi, chaque année, dans une région différente au cours d'un processus guidé par le COE et le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens, de l'Église catholique romaine.

Élevant ensemble leurs cœurs et leurs voix vers Dieu dans le culte, les gens sont touchés et ils prennent conscience que le mode de vie de leur prochain n'est pas si étrange. Dans la prière, ils célèbrent notre mission et notre témoignage communs en Jésus Christ.





3: Éducation et formation œcuménique

«Comment les gens parviennent-ils à la paix par la prière et par leurs croyances?» demande l’Australien Mohammed Azhari. Il a posé cette question lors du cours d’été de 2011 organisé par l’Institut œcuménique de Bossey sur le thème: «Édifier une communauté interreligieuse». Sa réponse: «En faisant la connaissance les uns des autres en tant qu’individus, nous apprendrons à nous respecter mutuellement. De cette manière, nous pouvons dépasser la simple tolérance pour parvenir à l’appréciation et même à l’acceptation de ce qui nous rend différents. Or c’est le mieux qu’on puisse faire, car c’est l’ignorance qui mène au conflit.»

Mohammed Azhari était l’un des 23 étudiants et étudiantes originaires d’une douzaine de pays qui ont participé à ce cours. Au cœur de cette session, il y avait le problème que, pour beaucoup d’observateurs aujourd’hui, les religions ne sont pas un instrument de paix mais autant de raisons de conflits – «une cause de division qui va à l’encontre des valeurs communes», a expliqué le rabbin Richard Marker, de l’International Jewish Committee on Inter-religious Consultations.

C’est en 2011 qu’a eu lieu le cinquième cours d’été organisé par l’Institut sur les relations interreligieuses, rassemblant des étudiantes et étudiants venant du judaïsme, du christianisme et de l’islam, qui apprennent ensemble, découvrent leurs espaces sacrés respectifs et réfléchissent sur leurs propres cultures, spiritualités et conceptions du monde.

Depuis plus de 60 ans, l’Institut œcuménique de Bossey est le centre international de rencontre, de dialogue et de formation du COE. Il est lié par un accord de partenariat avec la Faculté autonome de théologie protestante de l’Université de Genève. Grâce à un accord spécial conclu en 2011, les diplômes délivrés par l’Institut sont reconnus par l’Université de Genève.

Depuis que l’Institut a été fondé, en 1946, plus de 25 000 personnes, venant de quasiment toutes les familles ecclésiales et régions du monde, ont participé à des cours à Bossey. Pendant les années universitaires de 2006 à 2012, l’établissement d’enseignement supérieur de Bossey a accueilli au total 190 personnes – 127 hommes et 47 femmes. Ces personnes étaient originaires de 48 pays différents et représentaient un très large éventail de traditions chrétiennes, notamment les traditions protestante, orthodoxe, catholique, évangélique et pentecôtiste.

Bossey est un laboratoire pour le mouvement œcuménique: grâce à son cycle universitaire d’études œcuméniques, ses programmes de maîtrise et d’études œcuméniques approfondies ainsi que son programme de formation œcuménique continue dispensée dans des séminaires et des cours, il crée des espaces pour l’exploration de problèmes brûlants auxquels sont confrontées les Églises.

Pourtant, au-delà même des ses programmes d’études formels, Bossey offre une expérience unique en son genre de formation œcuménique par le biais de sa vie de travail et de prière en commun. Les étudiantes et étudiants qui participent aux 20 semaines du cycle universitaire vivent et prient ensemble, traduisant en expériences concrètes les discussions théologiques abstraites qu’ils et elles ont pendant les cours.

GRANDE RÉALISATION

Les Églises membres et les partenaires œcuméniques ont été soutenues pour former une nouvelle génération d’œcuménistes et leur participation au sein du mouvement œcuménique a été renforcée. Des modèles modernes et novateurs de formation et de participation œcuméniques ont été élaborés. L’Institut œcuménique de Bossey a conservé son caractère de laboratoire du fait qu’il traite de thèmes œcuméniques particulièrement difficiles.

Institut œcuménique de Bossey
Formation œcuménique continue
Formation théologique œcuménique
Programme de stages du COE
Programme de stewards
Programme mondial de la jeunesse
Programme de bourses

«En rentrant chez moi, je ne serai plus le même. J’ai discuté avec beaucoup de gens – des orthodoxes, des catholiques et des pentecôtistes. On ne peut pas se croire [...] le seul à être sur la bonne voie.»

Angkok Achuil, du Soudan,
membre de la classe 2008 d’études supérieures à l’Institut de Bossey

«L'œcuménisme n'est pas un concept. C'est un mode de vie.»

Sœur Maria Elena Romero Molina, dominicaine du Guatemala, vivant en 2008 dans une petite communauté spirituelle de religieuses catholiques, orthodoxes et protestantes installée à Bossey



La formation œcuménique est un problème qui se pose à l'ensemble du mouvement œcuménique aujourd'hui; avec l'enrichissement de la foi aux niveaux communautaire et universitaire, elle est vitale pour le renouveau du mouvement.

Le COE non seulement propose la formation œcuménique proprement dite, mais il soutient les Églises et les organismes et institutions œcuméniques qui font de la formation œcuménique et de l'enrichissement de la foi en les aidant à mettre en place l'infrastructure et la capacité nécessaires pour soutenir une réflexion élargie qui transcende les cultures et traditions particulières. Ce projet encourage également l'échange de pratiques entre individus et institutions, la recherche dans le domaine de la pédagogie théologique de la formation et, de façon générale, l'élaboration et la diffusion de modèles, méthodes et ressources.

Tout cela est en rapport étroit avec la Formation théologique œcuménique (FTO), un projet considéré comme une pépinière pour le renouveau des Églises, de leurs ministères et de leur engagement envers l'unité de l'Église, et cela est d'une importance critique pour le christianisme au 21^e siècle. Le projet FTO a également participé au processus international d'étude sur la formation théologique qui a précédé la célébration, en 2010, du centenaire de la Conférence d'Édimbourg et qui s'est conclu par la publication, à cette occasion, du Handbook on Theological Education in World Christianity. En 2011, par l'intermédiaire du projet FTO, le COE a, en qualité de membre fondateur, contribué à lancer la Bibliothèque numérique mondiale de théologie et d'œcuménisme (GlobeTheoLib); «GlobeTheoLib tire le meilleur parti du potentiel que représente Internet, afin d'offrir à la recherche et à la formation théologiques de nouvelles possibilités de coopération en réseaux, d'échange et de partage numérique», a expliqué le professeur Stückelberger, fondateur et directeur exécutif de GlobeEthics.net. Le COE aide à la création et au fonctionnement de forums régionaux d'associations de facultés de théologie en Amérique latine, en Asie et en Afrique, qui assumeront de plus en plus de responsabilités pour la promotion de la formation théologique œcuménique en coopération avec des organisations œcuméniques régionales et le COE.

Les jeunes jouent également un rôle important et décisif dans les travaux du COE. En faisant participer de jeunes responsables à l'œcuménisme, le programme de stages annuels du COE est, par exemple, un moyen pour les jeunes de faire connaître leurs idées et d'acquérir une expérience du mouvement œcuménique mondial. Leur participation active à des domaines d'activité tels que la Décennie «vaincre la violence», les jeunes, la communication et les relations avec les membres, leur donne une occasion d'apprendre et de travailler dans un cadre international et multiconfessionnel. «Je le recommande à tout le monde, dit Antsa Rakotoarisoa de l'Église anglicane de Madagascar. En un an, on peut beaucoup apprendre sur les Églises, l'œcuménisme et Jésus Christ.»

Bibliothèque et archives

Le COE possède une collection unique de documents spécialisés en rapport avec le mouvement œcuménique et son histoire: 130 000 volumes, 2 500 périodiques spécialisés (dont certains ont plus d'un siècle), 500 000 documents sur microfilm, 400 000 négatifs et diapositives, 180 000 épreuves, 500 vidéos, 3 000 bandes-son et quelque 12 000 boîtes d'archives. La bibliothèque est maintenant centralisée à Bossey tandis que les archives sont conservées au Centre œcuménique à Genève.



Les stages ne constituent pas une participation symbolique des jeunes; les postes qu'ils occupent impliquent de leur part un fort engagement et une pleine contribution aux activités du COE. On peut en dire autant du programme des stewards qui, selon Nazeli Kandakarjian, membre de l'Église orthodoxe arménienne du Liban et jeune steward adulte lors du Comité central de 2008, «donne l'impression d'être au centre du monde.» Le programme de stewards donne à des jeunes adultes des occasions de formation œcuménique «sur le tas» et leur permet de participer à des séminaires de formation des responsables et de travailler comme auxiliaires lors des réunions des organes directeurs du COE. Les stewards peuvent également participer à d'autres réunions, comme celles des organisations œcuméniques de jeunes, ou encore, comme en janvier 2007, au Forum social mondial au Kenya. Le Programme mondial de la jeunesse (PMJ) est un programme organisé conjointement par des Églises et des organisations œcuméniques nationales, régionales et mondiales pour former des jeunes dans les Églises et le mouvement œcuménique. Entre 2006 et 2007, plus de 42 projets ont été lancés ou soutenus par le PMJ en Afrique, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient et dans le Pacifique. Grâce à ces projets, fondés sur des thèmes prioritaires tels que, notamment, l'apprentissage œcuménique et la formation de cadres œcuméniques, «vaincre la violence» et le VIH/sida, plus de cinq mille jeunes ont participé directement à des séminaires, des ateliers, des conférences, des services de prière œcuménique et la réalisation de documentaires pour les médias avec l'appui du PMJ.

Enfin, le programme de bourses du COE aide les Églises et les organisations qui leur sont liées à offrir à leurs membres et à leur personnel administratif les moyens d'assumer leur rôle et leur mission en leur donnant, en plus d'études théoriques et d'une expérience pratique appropriée, l'occasion d'un apprentissage œcuménique qui passe par le contact avec d'autres cultures et traditions religieuses. En 2006, 84 bourses – 74 individuelles et 10 collectives – ont été attribuées pour la formation théologique et non théologique.



Publication d'un manuel complet sur l'enseignement de la théologie

«Nous sommes parvenus à une nouvelle étape de l'importante histoire de la coopération et de l'apprentissage œcuméniques dans le domaine de l'enseignement de la théologie», a écrit l'archevêque émérite Desmond Tutu dans l'avant-propos au Handbook on Theological Education in World Christianity, publié par le COE en 2010. Cet ouvrage rassemble plus de 90 contributions d'experts sur l'évolution récente de l'enseignement de la théologie chrétienne, les enjeux auxquels il est confronté et ses principales tendances; il offre en outre des présentations régionales des tendances et modèles œcuméniques et confessionnels.



4: Édifier des communautés de guérison et de réconciliation

«Nous vivons sans foyer, dans notre propre pays, gouvernés par d'autres» – C'est ce qu'ont déclaré des anciens de Galawinku, en Australie du Nord, à une délégation de Lettres vivantes du COE en septembre 2010.

«Ils (le gouvernement) nous ont pris notre dignité, nos valeurs et nos droits ainsi que nos pratiques en matière de prise de décisions.» Remerciant le COE d'être venu écouter leur voix, les anciens ont encore dit à la délégation: «Nous sommes certains que vous allez soutenir nos luttes. Venez comprendre comment nous avons été appauvris et opprimés, mais repartez en emportant nos traditions de prise en main de notre destin.»

La délégation du COE était la première en son genre: une équipe composée de représentant-e-s de populations autochtones du monde entier qui venaient rencontrer des communautés de populations autochtones des Territoires du Nord de l'Australie. Cette visite s'est traduite par une Déclaration de solidarité adoptée par le Comité central du COE lors de sa réunion de février 2011.

Depuis sa création, le COE est un partenaire engagé dans les luttes des victimes d'exclusion et de discrimination – minorités raciales et ethniques, personnes handicapées, populations autochtones, dalits et autres. Depuis des dizaines d'années, il facilite les réflexions et analyses communes, la défense des causes et les communications entre ces minorités, dont il soutient les efforts aux niveaux local, national et international, encourageant les Églises et les sociétés à être plus justes, plus réactives et plus inclusives.

Depuis quelque temps, la situation a considérablement changé: les personnes qui, pendant si longtemps, ont été les sujets de compassion et de campagnes de défense acquièrent de plus en plus les capacités et les moyens d'agir en leur nom propre et, ensemble, elles offrent au mouvement œcuménique en général le trésor de leurs traditions et expériences. Que ce soit sous la forme de réseaux individuels ou de mouvements collectifs, des minorités raciales et ethniques, des personnes handicapées, des populations autochtones et des dalits se sont regroupés pour affirmer leurs convictions à propos de l'unité et de la mission du point de vue de la vie qu'ils mènent à la périphérie de la société. Un numéro spécial de *The Ecumenical Review* (décembre 2010) a pour la première fois été consacré aux théologies des populations autochtones et, en décembre 2012, *The Ecumenical Review* a présenté les réflexions théologiques collectives et l'analyse de ces mouvements, lesquels ont également apporté leur contribution à la rédaction de la nouvelle déclaration du COE sur la mission.

En 2009, la conférence sur le racisme et autres formes d'exclusion, qui s'est tenue à Doorn (Pays-Bas) sur le thème: «Les Églises face au racisme et aux autres formes de discrimination et d'exclusion», a souligné l'importance de ce domaine d'activité critique du mouvement œcuménique, et elle a appelé à lancer une décennie contre le racisme et pour des communautés justes et sans exclusion. Il y a plusieurs

GRANDE RÉALISATION

Les Églises membres et les partenaires œcuméniques ont acquis les moyens d'édifier des communautés de guérison et de réconciliation sur la base de la justice sociale et de l'intégration ecclésiale.

Des communautés justes et sans exclusive

Solidarité avec les populations autochtones

Réseau œcuménique de défense des personnes handicapées

Réseau international de soutien aux dalits

Migration et justice sociale

Santé et guérison

Initiative œcuménique de lutte contre le VIH et le SIDA en Afrique

«Dieu est juste; Christ, qui a été envoyé par Dieu, est juste; et l'Église, qui est appelée à suivre la voie du Christ, devrait être juste.»

Message d'un colloque sur le thème «Reconsidérer la justice depuis la périphérie», Rio de Janeiro, Brésil, 2008

«Notre spiritualité nous permet de vivre de manière interconnectée: nous savons en effet que tout ce que nous faisons peut affecter le fragile équilibre du monde. Nous ne séparons pas notre profonde spiritualité de nos luttes politiques.»

Déclaration commune d'Églises autochtones, 2009

«Nous nous rappelons le lancement, il y a 40 ans, de la campagne œcuménique de lutte contre le racisme, et en particulier contre le système de l'apartheid en Afrique du Sud et dans ses pays satellites. Grâce en particulier à une initiative lancée sous les auspices du Conseil œcuménique des Églises, des gens de toutes les régions du monde ont pu s'associer à la lutte pour la libération partout où le racisme faisait rage. Nous discernons maintenant à nouveau ce que cet engagement à combattre le racisme signifie dans le monde d'aujourd'hui. Car cela ne fait pas de doute: le racisme est encore vivant.»

Pasteur Sam Kobia,
secrétaire général du COE,
dans sa prédication d'inauguration de la conférence sur le racisme et autres formes d'exclusion, qui s'est tenue à Doorn (Pays-Bas) en juin 2009



décennies déjà que le COE manifeste la volonté d'éliminer le racisme et d'axer ses activités sur la vie et la dignité de toutes et tous. Quarante ans après la première conférence qui a jeté les bases, au COE, du Programme de lutte contre le racisme, les participants à la réunion de 2009 ont étudié les problèmes auxquels sont confrontés les groupes migrants et minoritaires – tels que les Roms en Europe – ainsi que la discrimination fondée sur la couleur de la peau, la violation des droits fonciers des populations autochtones et la manière dont sont traités les dalits en Inde, considérés comme des «intouchables». Une autre conférence, qui s'est tenue en août 2010 à Cleveland (Ohio, États-Unis) a réaffirmé les raisons qui justifient que le mouvement œcuménique continue à lutter contre le racisme sous toutes ses formes. Dans leur synthèse finale, les participantes et participants ont déclaré: «Dans sa totalité, le Corps du Christ a la responsabilité prophétique de dénoncer, en paroles et en actes, toutes les formes et expressions de l'existence qui restreignent la réalité de la vie en abondance que Dieu nous a offerte en Jésus Christ. Si nous ne le faisons pas, nous désobéissons au Dieu que nous nous efforçons de servir dans notre vie de disciples fidèles.»

En 2006, lors de sa 9^e Assemblée, le COE a réaffirmé sa volonté d'accompagner les populations autochtones dans leurs luttes pour la justice et les droits; cela a consisté essentiellement à donner aux populations autochtones l'occasion et les moyens de parler en leur propre nom dans trois grandes enceintes des Nations Unies: l'Instance permanente sur les questions autochtones, le Groupe de travail sur les populations autochtones (GTPA) et le Groupe de travail sur le projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones. Au bout de longues années de campagnes diverses, en septembre 2007, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, à une très large majorité, la Déclaration sur les droits des populations autochtones. Les campagnes de mobilisation se concentrent désormais sur l'application de cette Déclaration aux niveaux national et régional.

Le Réseau œcuménique de défense des personnes handicapées (EDAN) fait campagne pour l'inclusion, la participation et l'implication active des personnes handicapées dans la vie spirituelle, sociale et de développement de l'Église et de la société. Des réunions et des échanges d'information au niveau régional permettent à l'EDAN de mettre en relation et de soutenir des personnes handicapées dans la vie de l'Église. De plus en plus, l'EDAN renforce la capacité des personnes impliquées dans son réseau à participer activement aux cadres institués par les Nations Unies en matière de droits humains, en particulier au travers de

Lors de sa session qui s'est tenue du 14 au 27 février 2012, le Comité exécutif du COE a publié une Déclaration sur la doctrine de la découverte et ses effets persistants sur les populations autochtones, appelant «les divers gouvernements de la planète à démanteler les structures juridiques et les politiques fondées sur la doctrine de la découverte et sur la domination, afin de mieux permettre et habiliter les populations autochtones à définir leurs propres aspirations et leurs préoccupations.»

l'Examen en 2010 des objectifs du Millénaire pour le développement et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Confrontés à 3 500 ans d'une discrimination de caste solidement établie, les dalits, en Inde, ont reçu le soutien, dans leurs activités, de la solidarité œcuménique dans un certain nombre d'institutions et organismes des Nations Unies tels que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et l'Organisation internationale du travail. Bien que la discrimination en fonction de la caste soit interdite par la Constitution de l'Inde, la pratique de la discrimination des intouchables demeure une réalité de tous les jours. Suite à une conférence mondiale sur les dalits organisée en mars 2009 à Bangkok par le COE et la Conférence chrétienne d'Asie, le Conseil national des Églises de l'Inde (NCCI) a appelé les Églises de ce pays à serrer les rangs et celles-ci ont, pour la première fois, affirmé leur volonté de faire des Églises des «zones sans caste». En collaboration avec le NCCI, le COE a aidé à mettre en place un réseau d'activistes dalits chrétiens, a soutenu l'institution d'un Dimanche pour la libération des dalits et organisé des réunions et des conférences consacrées à la justice et à l'inclusion. La promotion de la théologie dalit a également permis de faire connaître à la communauté œcuménique élargie l'un des discours théologiques les plus originaux et novateurs de notre temps, fondé sur les réalités concrètes et le vécu de la souffrance et de la lutte.



Inclusion et justice sont également des concepts clés quand il est question de migration, avec leurs répercussions sur les communautés migrantes et sur ce que les Églises peuvent faire pour favoriser la diversité, avec en trame de fond une mondialisation qui s'accélère. Or si les migrations ont toujours été une réalité de la vie, elles posent, dans le contexte actuel de la mondialisation, de nouveaux problèmes économiques, politiques, culturels et ecclésiaux. Le projet du COE sur la migration et la justice sociale montre bien à quel point il est urgent de s'attaquer aux questions complexes à l'origine des migrations ainsi qu'aux problématiques qu'elles génèrent, et il se concentre sur les conséquences des migrations pour les Églises. Migration et ecclésiologie ont été au cœur de plusieurs conférences sans précédent qui ont donné lieu à de riches réflexions théologiques et débouché sur une déclaration consacrée à la migration, qui sera présentée à la prochaine Assemblée; il s'agissait en même temps de chercher à désamorcer l'hostilité des gens dans les communautés et pays qui ont reçu les plus de 250 millions de gens à la recherche d'un nouveau foyer et d'une vie meilleure en dehors de leur pays d'origine.

«Avec l'amour de Jésus au cœur, je porterai et battrai les tambours pour la justice et la liberté pour les dalits, les Africains et d'autres populations opprimées, y compris la mienne, parce que, en tant que chrétiens, il nous faut porter les fardeaux les uns des autres avec courage et sans crainte.»

Ashraf Tannous,
membre de l'Église évangélique luthérienne
de Jordanie et de Terre Sainte, 2009



La préoccupation du COE pour la plénitude du peuple de Dieu l'a également amené à prendre la tête d'initiatives en matière de santé et de guérison, en accordant une place toute particulière au VIH/sida, à la santé mentale, à la promotion de la réconciliation et à la «guérison des mémoires».

Les relations que le COE entretient avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres organisations internationales telles que l'UNICEF et l'ONUSIDA lui permettent de faciliter la création de réseaux et la défense de causes au nom des réseaux liés aux Églises spécialisés dans le domaine de la santé. En 2008, l'archevêque Desmond Tutu faisait remarquer: «Ensemble, l'OMS et le COE ont une mission commune au monde: protéger et restaurer la santé du corps, de l'esprit et de l'âme.» Grâce à ses activités novatrices en matière de santé publique, le COE a aidé à créer 33 associations chrétiennes de santé dans le monde entier; il propose désormais à ces associations une plate-forme pour s'informer mutuellement de leurs meilleures pratiques et pour parler d'une seule voix dans les campagnes internationales. La délégation du COE à l'Assemblée annuelle de l'OMS est la plus importante des délégations de la société civile, et elle y fait résolument l'apologie de la démocratisation des soins de santé, de l'inclusion de la société civile dans les réformes de l'OMS et de l'apport de nouveaux concepts de soins de santé chrétiens. Tout récemment, le COE s'est associé à l'OMS pour donner à des communautés d'inspiration religieuse les moyens de s'engager plus avant sur les questions de santé mentale.

Le concept de plénitude de la santé a également amené le COE à travailler sur la «guérison des mémoires» dans le cadre d'un plan plus vaste visant à renforcer les réseaux œcuméniques qui travaillent à la réconciliation. S'appuyant sur les travaux novateurs du COE à propos du VIH, qui visent à créer des «espaces de sécurité», des gens se rassemblent pour discuter, écouter, chercher consolation et s'inspirer mutuellement de l'espoir. Ce projet montre la voie aux Églises et aux communautés d'inspiration religieuse qui veulent devenir des lieux sûrs où les gens pourront trouver et accorder le pardon, ce qui devrait permettre de promouvoir une culture de guérison et de réconciliation.

Depuis le milieu des années 1980, le COE est l'un des fers de lance de la lutte des chrétiens contre le VIH en s'attaquant notamment à la stigmatisation et à la discrimination qui sont souvent à la racine de la vulnérabilité des gens à ce virus. Dans le cadre de ses activités dans ce domaine, l'Initiative œcuménique de lutte contre le VIH et le sida en Afrique (EHAIA), lancée en 2002, permet aux Églises d'Afrique d'avoir

Pour des centaines de milliers de gens, il n'y a pas de réconciliation, pas de pardon, personne avec qui se réconcilier ou à qui pardonner. Le poison, l'amertume et les blessures profondes demeurent.

Père Michael Lapsley,
fondateur de l'Institute of Healing
Memories, 2009

accès à l'information, à la formation et aux ressources documentaires, ainsi que d'entrer en contact avec d'autres Églises et organismes travaillant dans le même domaine pour les aider à s'occuper du sida dans leur milieu. La reconnaissance d'Églises «compétentes en matière de sida», s'appuyant sur la réalité des Églises, des communautés et des personnes vivant avec le VIH et affectées par lui en Afrique, inspire désormais des initiatives identiques en Asie et dans d'autres régions. À bien des égards, l'EHAIA a dépassé les frontières de l'Afrique pour devenir une initiative œcuménique au niveau mondial. Désormais, l'EHAIA ne se contente plus de faire de la sensibilisation à propos du VIH et du sida: elle vise à changer les comportements et les positions théologiques des gens et à s'attaquer à des inégalités et injustices profondément enracinées, liées au genre, ainsi qu'à la violence sexuelle et à la violence de genre. Par le moyen de processus d'éducation théologique biblique et œcuménique contextuelle, l'EHAIA apporte une sérieuse contribution à la campagne contre la violence sexuelle et la violence de genre (appelée Campagne Tamar) et elle promeut la justice de genre dans les familles et au travail, avec en particulier des études sur les masculinités.

Une étude d'impact effectuée en 2011 a fait le point sur les milliers de responsables d'Église qui ont reçu une formation dispensée par le personnel de l'EHAIA, sur les dix établissements théologiques qui, rien qu'en Afrique centrale, ont inclus la question du VIH dans leur programme d'études grâce à des initiatives soutenues par l'EHAIA, ainsi que sur les nombreux livres qui proposent des perspectives théologique sur le VIH et le genre, écrits par des membres du personnel de l'EHAIA et qui sont maintenant largement utilisés dans le monde entier. Grâce à ses approches novatrices et à son personnel engagé, l'EHAIA a réussi à briser les tabous et à parler de la sexualité, des relations entre les genres et de la violence en rapport avec elle – questions souvent sensibles, même en dehors des Églises.

En mars 2011, s'adressant au Sommet de haut niveau des dirigeants religieux sur la riposte au VIH organisé par l'Alliance œcuménique «agir ensemble», le pasteur Olav Fykse Tveit a souligné que, face au VIH, tout le monde doit assumer ses responsabilités – écouter «l'autre» et en recevoir idées et sagesse et, à partir de là, mieux comprendre comment nous agissons et employons notre pouvoir. Se fondant sur la riposte au VIH, son intervention s'appliquait plus largement à la nécessité d'écouter les gens qui vivent à la périphérie: «Nous avons eu le privilège d'écouter ceux et celles d'entre nous qui sont directement ou indirectement victimes du VIH et d'en tirer des leçons. Ce n'est pas seulement une maladie: c'est une question en rapport avec la qualité des relations et avec la foi.»



«Face à cette épidémie, les institutions religieuses doivent réagir. Dieu aime tout le monde, et il accueille tout le monde.»

Sa Sainteté l'abuna Paulos, patriarche de l'Église orthodoxe Tewahedo d'Éthiopie,

Sommet de haut niveau des dirigeants religieux sur la riposte au VIH, mars 2010



5: Plaider pour la justice, la paix et les droits humains

Lorsque, en 2011, plus d'un millier de responsables d'Églises et de militants œcuméniques pour la paix provenant de plus d'une centaine de pays se sont réunis à Kingston (Jamaïque) à l'occasion du Rassemblement œcuménique international pour la paix, une personne manquait à l'appel: une jeune Indienne de 14 ans.

Pourtant, son histoire a frappé beaucoup de gens au cours de cette semaine de réunion qui a marqué la fin de la Décennie «vaincre la violence», lancée en 2001. Ce Rassemblement fut un moment historique qui illustre un aspect du témoignage commun de l'Église et la reconnaissance du fait que la paix et la consolidation de la paix sont des aspects inéluctables d'une foi commune. «Cela constitue un mode de vie qui reflète la participation des êtres humains à l'amour de Dieu pour le monde.»

Au cours de ce Rassemblement, Sanjana Das, de l'Église du nord de l'Inde – laquelle milite ardemment pour des systèmes juridiques protégeant mieux les enfants et collabore à des organisations telles que ONU Femmes – a raconté l'histoire de Gudiya Putul (nom d'emprunt): comment elle a été torturée pour avoir repoussé les avances d'un homme plus âgé.

Gudiya était originaire d'un village du Bengale-Occidental, en Inde. Sa vie et ses rêves se brisèrent lorsque son père mourut. Sa mère se remaria avec un alcoolique qui les battait régulièrement. Sauvée par une «tante sympathique» du voisinage, Gudiya se vit promettre une vie meilleure à Sonagachi, ville du Bengale-Occidental connue pour son trafic des êtres humains.

Cette jeune fille n'est pas une statistique. Elle représente les dizaines de milliers de femmes et d'enfants sans nom et sans voix, dans le monde entier, contraints au commerce sexuel. Pourtant, le trafic des êtres humains ne se limite pas au commerce du sexe: c'est la conséquence de la pauvreté et de la discrimination à l'encontre des gens qui n'ont pas de pouvoir – lorsque les forts abusent des faibles –, et c'est un aspect de la violence d'un système économique qui déshumanise les gens pour en tirer un profit maximal. D'après Sanjana Das, le trafic des êtres humains dans le monde entier est à 80% un trafic transfrontière: les victimes sont originaires des pays pauvres et sont soumises, dans les pays riches, à des formes modernes d'esclavage.

Ce que réalise l'Église de l'Inde en matière de trafic des êtres humains fait écho au message du Rassemblement, qui disait: «En tant qu'Églises, nous sommes en mesure d'enseigner la non-violence aux puissants, pour autant que nous en ayons le courage.» Dans ce sens, l'histoire de Gudiya non seulement symbolise la dimension et la portée des exactions dont sont victimes des gens dans un monde violent et injuste mais encore elle souligne le caractère exemplaire de l'engagement des Églises membres du COE qui œuvrent dans le monde entier pour une paix juste et qui, dans le cadre de leur témoignage public, interpellent les puissants et affirment la paix.

Et pourtant: peut-il y avoir justice sans paix? C'est là une question fondamentale posée par l'Appel œcuménique à la paix juste, document

GRANDE RÉALISATION

Par leurs actes et leurs campagnes de mobilisation, les Églises membres et les partenaires œcuméniques manifestent, en particulier aux Nations Unies, leur engagement œcuménique pour la justice, la paix et les droits humains.

Le Rassemblement œcuménique international pour la paix et la Déclaration sur la paix juste ont permis aux Églises membres de se mettre d'accord et de s'engager sur la théologie, la spiritualité et l'éthique de la paix avec la justice.

Rassemblement œcuménique international pour la paix

Décennie «vaincre la violence»

Promouvoir la paix juste

Défense de causes à l'échelle mondiale

Lettres vivantes

Droits de la personne

«Notre maison n'est pas ce qu'elle pourrait être, pas non plus ce qu'elle sera. Même si la vie vécue entre les mains de Dieu est surabondante, la paix ne règne pas encore. Les principautés et les pouvoirs, même s'ils ne règnent pas, remportent encore leurs victoires, et nous serons inquiets et en rupture jusqu'à ce que la paix triomphe. Ainsi, notre édification de la paix sera nécessairement critique, elle dénoncera, plaidera, résistera et proclamera, renforcera, consolera, réconciliera et guérira. Les artisans de paix parleront en faveur de certaines causes et contre d'autres, abattront et reconstruiront, déploreront et célébreront, seront dans la peine et se réjouiront. Et jusqu'à ce que notre aspiration rejoigne le lieu où nous avons notre place, l'accomplissement de toutes choses en Dieu, l'œuvre de la paix se poursuivra, étincelle d'une grâce.»

Appel œcuménique à la paix juste

Le Rassemblement œcuménique pour la paix, source d'inspiration

«Ce Rassemblement m'a aidée à voir comment apporter ma contribution à la paix dans la communauté.»

Wessley Manasa,
Fidji

«Nous avons le devoir de nous dresser et d'élever la voix pour changer tout ce qui nous limite, de veiller à ce que nos différences ne soient pas une barrière mais une force, et de faire de ce qui nous rapproche la base même d'une culture mondiale de paix.»

Eilleen M Lewis,
Église morale, Nicaragua (Steward au ROIP)

«En tant que chrétien, je ne peux pas faire comme si vaincre la violence c'était le travail de quelqu'un d'autre.»

Alex Patico,
secrétaire de l'Orthodox Peace Fellowship in North America

«La Coalition palestinienne d'organisations chrétiennes, avec nos frères musulmans palestiniens et internationaux, s'engage solennellement aujourd'hui, à Sheperd's Field, UCJG de Beit Sahour, à œuvrer pour la paix et la dignité humaine.»

Nidal Abuzuluf,
Palestine

«En participant à ces séminaires et séances plénières, et en rencontrant de nouveaux visages, je ne peux pas m'empêcher de penser que nous, les adventistes du septième jour, nous avons l'obligation de participer aux conversations sur la paix. Notre tradition religieuse et notre conception théologique sont riches de récits et de pensées que nous pouvons lui apporter. Je prie pour que, toutes et tous, nous relevions le défi de faire plus pour la cause de la paix.»

Barry Bussey,
directeur adjoint, Affaires publiques et liberté religieuse, Conférence générale des adventistes du septième jour

qui a servi de base au Rassemblement. Au cours des sept années qui se sont écoulées depuis la 9^e Assemblée du COE, l'injustice économique, la pauvreté et l'exclusion ainsi que de nombreuses formes de violence n'ont fait que s'aggraver dans le monde entier. Se faisant le porte-parole des préoccupations des Églises au niveau international, le COE a interpellé en leur nom les pouvoirs économiques, sociaux, politiques et culturels, offrant un témoignage prophétique en faveur de la justice, de la paix et de la sécurité.

La Décennie «vaincre la violence» (2001-2010), ou DVV, a été la source de réflexions, d'actions et d'échanges ciblés aux niveaux international et local sur les questions et événements complexes auxquels il faut s'attaquer si l'on veut édifier une culture de paix. La DVV constitue le cadre dans lequel le COE a pu prendre l'initiative de nouvelles actions durables pour combattre la violence sous toutes ses formes.

Avec notamment la Journée internationale de prière pour la paix, célébrée le 21 septembre de chaque année, et les campagnes pour le désarmement et la non-prolifération nucléaire, le COE, soutenu par ses membres, se fait activement l'avocat d'une paix juste aux plus hauts niveaux, notamment aux Nations Unies par l'intermédiaire de la Semaine d'action auprès des Nations Unies et par des interventions verbales et écrites dans les réunions et manifestations des Nations Unies qui se tiennent en parallèle à de grandes réunions des Nations Unies. En 2008, Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies, est venu au COE pour discuter d'un renforcement de la coopération entre les deux organisations, en particulier dans les domaines du changement climatique et des processus électoraux démocratiques. «Nous souhaitons entretenir d'étroites relations de partenariat avec le COE, a affirmé Ban Ki-moon. Vous avez un solide poids moral et ce que vous faites se fonde sur vos valeurs chrétiennes.»

Accompagner les Églises qui se trouvent dans des situations de conflit est un aspect essentiel de la solidarité œcuménique, et le COE évalue la réaction qui convient dans chaque cas particulier, de la diplomatie discrète aux déclarations publiques en passant par les consultations stratégiques au niveau national ou régional ainsi que l'accompagnement et les visites œcuméniques qui assurent une présence concrète et font mieux connaître au monde entier la réalité du conflit et ses répercussions. Les visites de solidarité organisées tout au long de la Décennie «vaincre la violence», et communément appelées «Lettres vivantes», ont souligné la volonté de la communauté fraternelle d'Églises que constitue le COE de manifester sa solidarité avec les victimes de la violence. Le pasteur Jayasiri Peiris, secrétaire général du Conseil national des Églises de Sri Lanka – l'un des pays qui ont reçu la visite de «Lettres vivantes» – a déclaré que ces actions illustrent la volonté de l'Église d'être «le Corps vivant du Christ». Depuis 2007, des visites de solidarité ont été effectués dans 27 pays de toutes les régions du monde.

Le COE veut aussi lutter contre les violations des droits humains et la



violence, que ce soit au sein du foyer, dans les communautés et même à l'église. La violence faite aux femmes est endémique dans les zones de conflit mais aussi dans des contextes qu'on pourrait croire pacifiques: au moins une étude récente montre que, au cours de leur vie, plus d'un quart des femmes ont été ou seront victimes de violence physique, sous une forme ou une autre. De tels chiffres continuent à inciter le COE et ses membres à vouloir mettre fin à cette forme d'abus; et les personnes qui participent à des mouvements liés à des Églises pour la justice entre les genres affirment que les hommes doivent acquérir le sens d'une masculinité positive afin de contrecarrer la multiplication des actes de violence commis par des hommes contre des femmes. Le COE a entériné l'appel lancé aux hommes à s'associer aux femmes pour lutter contre l'inégalité entre les genres et la violence et a élaboré des initiatives visant à modifier les comportements masculins. Un exemple d'une telle initiative est l'Appel de Bangalore, lancé en mars 2012 par un atelier organisé par le COE sur les «Masculinités transformatrices». Les participantes et participants, qui représentaient 23 confessions et 10 pays, ont fait remarquer que, souvent, les personnes victimes de ces violences n'arrivent pas à faire entendre leurs griefs ou n'ont pas de lieu pour le faire, ou encore que les personnes qui décident de parler publiquement sont victimes de vexations supplémentaires lorsqu'elles s'adressent aux autorités, que ce soient les forces de l'ordre, la hiérarchie ecclésiale ou d'autres institutions religieuses.

Rappelant que Jésus a qualifié de «bienheureux» les artisans de paix (Matthieu 5,9), Bartholomée I^{er}, patriarche œcuménique de Constantinople, a déclaré: «Nous avons le pouvoir soit d'aggraver les souffrances de notre monde, soit de contribuer à leur guérison. Je le répète: il s'agit d'opérer un choix.»

«Nous avons vu et entendu des récits de femmes et d'enfants qui non seulement portent une part disproportionnée des épreuves et du fardeau de la pauvreté mais qui aussi, parfois, paient de leur corps et de leur vie pour l'ego d'hommes violents. Si nos oreilles entendent bien ces histoires et si notre cœur saigne pour la souffrance qu'elles expriment, nous constatons cependant la myopie ou peut-être l'aveuglement complet des Églises qui refusent d'admettre et de reconnaître cette violence.»

Pasteur Samuel Kobia,
en visite en République démocratique du Congo, juillet 2009

Accompagnement œcuménique en Colombie

Après le Soudan et la République démocratique du Congo, c'est en Colombie que se trouve le plus grand nombre de personnes déplacées. Depuis plus de quarante ans, ce pays est embourbé dans un conflit provoqué par des injustices et inégalités sociales profondément enracinées.

Le concept d'accompagnement – tant spirituel que pastoral – est le principe sur lequel se fonde le Programme d'accompagnement œcuménique en Colombie (PAOC) lancé en 2011. S'inspirant du Programme d'accompagnement œcuménique en Palestine et Israël, cette initiative a été lancée par le Conseil des Églises d'Amérique latine avec l'appui du COE et d'autres organisations chrétiennes.

Les accompagnateurs proposent une présence œcuménique internationale qui offre une protection aux Églises et aux ONG à l'œuvre dans le pays et qui soutient et encourage les efforts déployés par la société civile en faveur d'un dialogue visant à résoudre le conflit.

Pour Sergio Antonio Toscano-Bassa, l'un des responsables de la ferme collective Finca Alemania, ce programme d'accompagnement œcuménique a le potentiel de remettre en cause le statu quo. «Nous avons toujours peur. C'est pourquoi la perspective de l'arrivée de représentants d'Églises et de personnes venant de l'étranger nous apporte un peu de tranquillité. Cela montre que nous ne sommes pas seuls ni complètement isolés.»





CHECKPOINT

MR. X.L.T. BLU
ERMITE

PROFESSED
WANT
I sel
S

NOF L
Y FUS
GONZA
XD
FA

cla

PREL
Piza
to the
EAG

GREEN
WHITE
MAGNET
MOM
MOM
MOM

LIBRE



6: Œuvrer ensemble pour la justice et la paix au Moyen-Orient

À 22 ans, Mohammad Daoud, comme bien des jeunes hommes de son âge, est prêt à entamer sa vie d'adulte. Mais quand on vient du village d'An Nu'man, à la limite sud de Jérusalem, les perspectives d'une vie normale sont minces. Après avoir occupé la Cisjordanie en 1967, Israël a unilatéralement rattaché à la municipalité de Jérusalem ce village de 200 habitants ainsi qu'un vaste secteur de la Cisjordanie centrale. Même si ce village est désormais inclus dans les limites de la municipalité, Israël a refusé de donner à ses habitants une carte de résident de Jérusalem: ils ont au contraire été qualifiés de Cisjordaniens et, fondamentalement, se sont vu refuser le droit de vivre chez eux; la loi israélienne les qualifie d'«absents-présents». Bien qu'ils soient inclus dans Jérusalem, en pratique, ils vivent dans l'illégalité dans leur propre village. «Je sais que c'est difficile à comprendre pour les autres, dit Mohammad. Pour nous aussi, c'est absurde.»

S'il ne construit ni ne possède une maison, ce qui fait partie de la tradition arabe palestinienne, Mohammad ne pourra pas amener une épouse chez lui. Il ne peut pas construire une maison sans permis. Mais il est impossible d'obtenir ce permis. Son frère, qui a essayé de construire une maison sans permis, a vu sa maison rasée par les autorités israéliennes. «Quand je vois les ruines de la maison de mon frère, dit Mohammad, je sais que je n'essaierai pas de réaliser mon rêve.»

Le témoignage de Mohammad est enregistré dans l'énorme base de données qui contient des témoignages et des récits personnels accumulés au fil des ans par le Programme d'accompagnement œcuménique en Palestine et Israël (EAPPI). Cet organisme a été créé en 2002 en signe tangible de la solidarité œcuménique pour la paix et la justice pour toutes les populations d'Israël et de Palestine; il a permis de faire venir en Cisjordanie pas moins de 1 000 volontaires originaires de plus de 15 pays pour accompagner des Palestiniens et des Israéliens dans leurs actions et campagnes non violentes visant à mettre fin à l'occupation. Les «accompagnateurs et accompagnatrices œcuméniques» (AO) assurent une présence protectrice aux communautés vulnérables, surveillent et communiquent les violations des droits humains et soutiennent les Palestiniens et les Israéliens qui collaborent pour la paix. L'EAPPI s'appuie sur les principes du droit international humanitaire et des droits de la personne, et notamment sur les résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.

L'EAPPI a élargi son recrutement en 2011 lorsque des accompagnateurs et accompagnatrices d'Argentine, du Brésil, des Philippines et de Colombie se sont associés à ce programme. De retour dans leur pays, les accompagnateurs et accompagnatrices font de la sensibilisation auprès du public, s'appuyant sur ce dont ils et elles ont été témoins, pour susciter de la solidarité en faveur d'une justice à long terme.

Le COE a défini un témoignage clair sur Israël et la Palestine et sur la présence et l'engagement des chrétiennes et des chrétiens de la région, et des Églises du monde entier l'ont suivi dans ce sens. Pour le COE, la situation au Moyen-Orient exige des partenaires œcuméniques qu'ils

GRANDE RÉALISATION

Les Églises membres et les partenaires œcuméniques se sont mobilisés pour œuvrer pour la paix au Moyen-Orient. Une plate-forme internationale pour l'engagement et l'action a été créée pour les organismes qui collaborent à l'édification de la paix au Moyen-Orient, notamment les Églises membres et les partenaires œcuméniques aux niveaux régional et mondial. Ce travail se fait en coopération étroite avec des responsables d'autres communautés religieuses.

Accompagnement œcuménique en
Palestine et Israël

Forum œcuménique Palestine Israël

Centre inter-Églises de Jérusalem

Semaine mondiale pour la paix en
Palestine et Israël

Présence chrétienne au Moyen-Orient

Solidarité et témoignage pour la paix

**«Agissez avec nous pour libérer
tous les peuples de cette terre
de la logique de haine, de rejet
mutuel et de mort, afin que
chacun puisse voir dans l'autre
l'image et la dignité qui viennent
de Dieu.»**

Extrait de l'Appel d'Amman, 2007

L'un des principes directeurs de l'EAPPI est l'«impartialité de principe». Le Code de conduite de l'EAPPI dit: «Nous ne prenons pas parti dans ce conflit et nous ne faisons de discrimination envers personne; mais nous ne sommes pas neutres sur les principes des droits humains et du droit international humanitaire. Nous défendons fidèlement les pauvres et les personnes opprimées et marginalisées. Nous voulons servir toutes les parties à ce conflit d'une manière équitable et impartiale, en paroles et en actes.»



unissent leurs efforts pour établir la paix et la justice aux niveaux local, national, régional et international. Entre autres problèmes graves qui se posent dans cette région, on citera l'occupation armée de territoire, le déni des droits humains et des aspirations nationales, la non-application de la règle de droit aux niveaux national et international, diverses formes d'extrémisme et d'intolérance ainsi que la prolifération nucléaire en Israël et en Iran. Étroitement liée à tout cela, il y a la question du contrôle des ressources énergétiques. Il demeure essentiel de faire en sorte qu'on n'oublie pas le conflit israélo-palestinien et de soutenir les efforts en vue d'un règlement juste et pacifique de ce conflit.

En 2007, le Forum œcuménique Palestine Israël (PIEF) a été créé pour servir de plate-forme permettant aux Églises de se rapprocher pour coordonner leurs efforts et initiatives en vue d'une paix juste en Palestine Israël. Le champ d'action du PIEF s'étend au monde entier parce que, de plus en plus, la crise du Moyen-Orient et ses solutions ont une portée mondiale. Pour le PIEF, la non-violence et un dialogue rigoureux entre les personnes, quelle que soit leur affiliation religieuse, sont les piliers sur lesquels peuvent se bâtir la paix, la justice et la réconciliation dans cette région.

À l'heure actuelle, le PIEF travaille sur quatre thèmes principaux: Jérusalem, Gaza, les colonies et le tourisme. Le PIEF s'inscrit dans un mouvement de plus en plus important de personnes et de groupes – en Palestine, en Israël et dans le monde entier – qui ont en commun la conviction que les pèlerinages en Terre Sainte devraient être des occasions de rencontre avec des chrétiens palestiniens locaux, en réponse à l'appel évangélique: «Venez et voyez». Le PIEF s'efforce de promouvoir des pèlerinages de transformation en soutenant la rédaction – fondée sur des perspectives bibliques – d'instructions et d'un Code de conduite pour le tourisme en Terre Sainte.

Ce Forum constitue également une plate-forme internationale pour des «appels à l'action» qui ont pour but d'élaborer une politique collective et de coordonner l'action œcuménique en matière d'établissement de la paix.

L'Appel d'Amman, en 2007, fut aussi le document fondateur du Forum œcuménique Palestine Israël adopté par la conférence, et il prend

«Les Églises ont un rôle clef à jouer dans la résolution de cette longue et sanglante tragédie de souffrance et de lutte. Fondamentalement, il ne s'agit pas d'un conflit religieux, mais l'aspect religieux y est profondément enchevêtré. Il est bien évident qu'il y a entre nous des différences dans la manière dont nous lisons les textes bibliques. Cette conférence ne va pas résoudre ces différences, et elle n'a d'ailleurs pas l'intention d'essayer. Cela dit, si nous sommes réunis, c'est que nous sommes convaincus que ces différences ne doivent pas faire obstacle à une action commune pour une paix juste.»

Pasteur Samuel Kobia,
remarques liminaires lors de la Conférence théologique internationale sur «La Terre promise», septembre 2008

acte du fait que, en Palestine Israël, «les enfants de Dieu, qu'ils soient chrétiens, musulmans ou juifs, se trouvent pris au piège d'un cycle de violence, d'humiliation et de désespoir qui ne cesse de s'aggraver.» Mais il affirme également que «le rôle des Églises est de guérir les blessures et d'amener toutes les parties à se réconcilier.»

Une conférence largement œcuménique sur «La Terre promise», qui s'est tenue à Berne (Suisse) en 2008, a adopté la Perspective de Berne, qui traite des thèmes bibliques et théologiques dans le discours chrétien à propos du conflit en Palestine Israël.

Puis, en 2009, le PIEF a contribué à compléter le Document Kairos, appel en dix points lancé par des chrétiens palestiniens pour que soit mis fin à l'occupation de la Palestine, un appel de foi, d'espérance et d'amour, et un appel né de la douleur et de la souffrance. Le Document Kairos est un texte théologique contextuel authentique qui appelle les Églises à réagir face à la situation actuelle.

Le Centre inter-Églises de Jérusalem (CIEJ), projet commun des Églises de Jérusalem, du COE et du Conseil des Églises du Moyen-Orient (CEMO), fait fonction de point de coordination pour l'action œcuménique pour Jérusalem, la Palestine et les Églises de la région. Le CIEJ diffuse des informations et des analyses, soutient l'EAPPI et facilite l'organisation de visites de contacts intensifs et de séminaires pour les visiteurs internationaux et les représentantes et représentants de haut niveau des gouvernements, des Églises et des médias.

Chaque année depuis 2007, année du quarantième anniversaire de la guerre israélo-palestinienne, le COE et des partenaires observent, à la fin mai et au début juin, la Semaine mondiale pour la paix en Palestine Israël. Cette célébration annuelle d'une semaine de prière, de sensibilisation et de mobilisation s'accompagne d'un appel à agir

«Nous vous encourageons à prier pour nous et pour tous vos frères et sœurs chrétiens et chrétiennes, les "pierres vivantes" de toutes les traditions chrétiennes, ici, sur la terre du Saint. Nous vous demandons de prier pour nous qui luttons pour la paix, la justice et la réconciliation afin que, lorsque Jésus reviendra, il ne doive pas encore pleurer pour Jérusalem mais qu'il participe à notre joie de l'unité, du respect et de l'amour pour toutes les personnes qui vivent en Terre Sainte. Soyez assurés, en même temps, que nous prions pour vous.»

Message de Pâques des chefs
chrétiens de Jérusalem, 2011



«L'approche du COE à l'égard de la présence et du témoignage des chrétiens au Moyen-Orient est radicalement différente. Plutôt que de laisser la situation dégénérer en conflit et antagonisme envers d'autres citoyens de pays différents, il est impératif de trouver des moyens de mettre au premier plan un esprit chrétien authentique de solidarité.»

Comité central du COE, février 2011

pour que soit mis fin à l'occupation illégale de la Palestine afin que Palestiniens et Israéliens puissent enfin vivre en paix. Au cours de la Semaine mondiale pour la paix en Palestine Israël de 2011, qui s'est tenue du 29 mai au 4 juin, des Églises d'au moins 21 pays du monde ont envoyé un signal clair aux responsables de l'action politique, aux groupes communautaires et à leurs propres paroisses en soulignant l'urgence d'un règlement pacifique qui mette fin à l'occupation illégale et assure les droits légitimes et l'avenir des deux peuples.

La vie et le témoignage des populations chrétiennes au Moyen-Orient sont de plus en plus source de préoccupation. Aux incidents dont ont été directement victimes des Églises et des chrétiennes et chrétiens, notamment en Irak et en Égypte fin 2010, viennent s'ajouter des tensions politiques et une violence qui ont poussé des milliers de chrétiennes et chrétiens à quitter leur patrie et même la région.



Depuis l'invasion de l'Irak menée en 2003 par les États-Unis, des dizaines d'églises et de mosquées ont été bombardées, et plus de la moitié de la population chrétienne a fui le pays. En février 2009, une réunion co-organisée par le COE s'est tenue au Liban, au cours de laquelle des dirigeants d'Églises irakiennes se sont engagés à «collaborer à la mise en place d'un forum œcuménique pour tous les responsables d'Églises d'Irak, qui leur permettra de s'adresser d'une seule voix aux autorités religieuses et politiques tant en Irak qu'à l'extérieur de ce pays.» Les signataires se sont engagés en outre à renforcer «les relations existantes avec les musulmans» et à créer de nouveaux canaux de dialogue et de coopération «afin de promouvoir une coopération constructive et pacifique fondée sur le respect mutuel et le civisme.» En février 2010, des représentants des 14 Églises du pays ont fondé le Conseil des responsables d'Églises chrétiennes d'Irak, ce qui constitue une audacieuse affirmation d'unité et de témoignage à une période où la violence sectaire demeure une menace mortelle.

En 2011, un Colloque sur la présence chrétienne au Moyen-Orient, organisé par le COE en coopération avec l'Académie théologique de Volos (Grèce), a rappelé l'importance de jeter des ponts entre différentes familles œcuméniques, et notamment la nécessité d'intensifier le dialogue entre les Églises du Moyen-Orient et entre les chrétiennes et chrétiens d'Orient et d'Occident.

En mars 2012, The Ecumenical Review a publié une étude réalisée par des experts chrétiens sur la position actuelle des Églises dans tout le Moyen-Orient. D'après les responsables de la revue, les événements historiques de ces dernières années dans le monde arabe «ont révélé au grand jour les aspirations des citoyens à affirmer leur dignité et leur liberté»; pourtant, ces mêmes événements «ont créé des difficultés nouvelles et sérieuses pour les nombreuses communautés chrétiennes qui vivent dans ces pays.»

À mesure que des événements dramatiques continuent à se produire dans toute cette région, de la Libye à la Syrie, le COE continue à condamner la violence de tous les côtés, il appelle au respect des droits humains et il soutient toute action visant à répondre aux besoins humanitaires des personnes prises au piège du conflit. Dans ce contexte, le déclin de la présence chrétienne dans la région est un sujet de préoccupation croissante non seulement pour la présence symbolique du christianisme dans la région où il est né, mais aussi pour un témoignage et une contribution à l'édification d'une culture de paix dont le besoin se fait si désespérément sentir.

«Nous croyons en Dieu, un Dieu bon et juste, disent les chrétiens palestiniens dans le Document Kairos. Nous croyons que la bonté de Dieu finira par triompher sur les maux de la haine et de la mort qui persistent encore dans notre pays. Et nous finirons par entrevoir une "terre nouvelle" et un "homme nouveau", capable de s'élever par son esprit jusqu'à l'amour de tous ses frères et sœurs qui habitent cette terre.»





Interreligious Youth Forum
12-14 November, 2005
Suzanne Al-Jarrah

7: Coopération et dialogue interreligieux

«Trouver un terrain d'entente entre musulmans et chrétiens n'est pas une simple question de dialogue œcuménique poli entre des responsables religieux sélectionnés [...] Si les musulmans et les chrétiens ne vivent pas en paix entre eux, le monde ne peut être en paix [...] Ainsi notre avenir commun est-il en jeu. La survie du monde lui-même est-elle peut-être en jeu.»

Ces paroles profondes sont extraites d'une lettre ouverte: Une parole commune entre vous et nous, signée en 2007 par 138 musulmans – érudits, intellectuels et responsables religieux – appartenant à un large éventail de dénominations et écoles musulmanes.

Avec plus de quarante années d'expérience dans les domaines de la coopération et du dialogue interreligieux, le COE est l'un des partenaires les plus respectés et expérimentés en matière d'initiatives internationales interreligieuses. S'appuyant sur son expérience et ses qualifications, le COE a lancé un processus visant à répondre à cette lettre, y faisant participer des Églises membres et des partenaires œcuméniques. Cette lettre ouverte et les consultations qui ont suivi ont constitué un espace offrant aux chrétiens et aux musulmans une nouvelle occasion d'explorer ensemble l'amour de Dieu et l'amour du prochain dans leurs contextes respectifs.

Le processus lancé par le COE a abouti à la publication d'un commentaire sur la lettre ouverte, intitulé «Apprendre ensemble à explorer l'amour». Ce document encourage les Églises membres du COE à être en dialogue avec les musulmans dans leurs communautés locales respectives, tout en reconnaissant les droits de toutes et tous à la protection de la vie, de la religion, de la propriété et de la dignité, et en affirmant que nul groupe ne devrait donner une fausse image de l'autre. Ce commentaire est devenu une base de dialogue et de réflexion. Au cours de dialogues supplémentaires entre chrétiens ainsi que lors d'un colloque entre chrétiens et musulmans qui s'est tenu en 2008, on a reconnu avec franchise que l'histoire des relations entre les fidèles de ces deux religions avait connu «des hauts et des bas», mais on a aussi affirmé la nature une et absolue de Dieu ainsi que la conviction commune que l'amour miséricordieux de Dieu est infini et éternel et qu'il embrasse toute chose.

En conclusion de ce riche processus de dialogue et en s'appuyant sur les relations établies au cours de plusieurs décennies, le COE, en collaboration avec des partenaires musulmans, a organisé en 2010 à Genève un colloque entre chrétiens et musulmans sur le thème: «Transformer les communautés – Chrétiens et musulmans bâtissent un avenir commun.» Le prince Ghazi bin Muhammad bin Talal de Jordanie, qui fut l'architecte de la lettre Une parole commune, ambassadeur personnel et conseiller spécial du roi Abdallah II de Jordanie, a déclaré à cette occasion: «Cette initiative n'avait pas du tout pour objet de réduire nos religions à un noyau théologique commun mais plutôt de trouver une essence commune – sans nier nos différences multiples et irréductibles – qui nous permettrait d'être plus facilement en paix et en harmonie les uns avec les autres et, en fait, de pratiquer l'amour (la caritas) les uns envers les autres.»

Au cœur du conflit non seulement entre chrétiens et musulmans mais aussi entre de nombreuses autres religions, il y a, dans une large mesure,

GRANDE RÉALISATION

Les Églises membres se sont fait une idée plus claire de ce qu'elles sont face à de multiples religions, et elles sont en dialogue et coopèrent avec des adeptes d'autres religions. Les relations et dialogues bilatéraux et multilatéraux se sont développés. Des Églises membres ont été accompagnées lorsqu'elles se trouvaient dans des situations de conflit d'origine religieuse.

Processus «une parole commune»

Le témoignage chrétien dans un monde multireligieux

L'identité chrétienne face à de multiples religions

«L'"amour du prochain", ce n'est pas seulement un sentiment, aussi altruiste soit-il; il implique et exige certaines actions concrètes.»

Prince Ghazi bin Muhammad bin Talal de Jordanie,

lors d'un colloque entre chrétiens et musulmans à Genève en 2010

«Lorsque des minorités sont considérées comme des outsiders, il n’y a pas de communauté. Lorsque, dans une société, il y a un centre et une périphérie, il n’y a pas de communauté. Lorsqu’il n’y a pas de confiance mutuelle, il n’y a pas de communauté. Le rejet entraîne l’isolement, l’isolement engendre la haine et la violence. L’aliénation ou la marginalisation mènent à la radicalisation. La communauté implique la pleine participation; elle est interrelation et interdépendance, soutenue par une compréhension et une confiance mutuelles.»

Sa Sainteté le catholicos Aram I^{er},
Colloque œcuménique avec des
communions chrétiennes mondiales,
octobre 2008



l’appel à l’évangélisation et sa pratique ainsi que les tentatives, parfois agressives, de convertir les gens.

En mai 2006, le colloque multireligieux sur la conversion organisé par le COE et le Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux (CPDI) a affirmé que «si tout le monde a le droit d’inviter les autres à découvrir sa foi, cela ne doit pas se faire en violant les droits et sensibilités religieuses des autres [...] Tout le monde devrait se guérir de l’obsession de convertir les autres.» Il s’agissait dès lors d’établir un code de conduite sur la conversion en rassemblant des chrétiennes et des chrétiens de différentes confessions et traditions théologiques pour discuter des approches et limites relatives à cette question conflictuelle de la conversion et des changements d’affiliation dans un monde pluriel sur le plan religieux.

En conclusion d’un processus de consultation et de rédaction qui a duré cinq ans, le document *Le témoignage chrétien dans un monde multireligieux – Recommandations de conduite* a été publié en juin 2011. Le CPDI, le COE et, à l’invitation du COE, l’Alliance évangélique mondiale (AEM) ont publié ce document qui devrait servir de référence pour le témoignage chrétien dans le monde entier. S’il n’est pas conçu comme une déclaration théologique sur la mission, il n’en traite pas moins de questions pratiques en rapport avec le témoignage chrétien dans un monde multireligieux. Pour le pasteur Tony Richie, de l’Église de Dieu, confession pentecôtiste basée aux États-Unis, il ne s’agit pas, dans ce document, de savoir «si» les chrétiens vont évangéliser mais «comment» ils vont le faire.

Ces trois organismes indépendants représentent l’Église catholique et des Églises orthodoxes, anglicanes, protestantes, évangéliques, pentecôtistes et indépendantes qui, à elles toutes, rassemblent plus de deux milliards de personnes et constituent près de 90% de la population chrétienne du monde.

«Nous envoyons ce document à chacun de nos mandants, a déclaré le pasteur Olav Fykse Tveit, secrétaire général du COE, dans l’espoir qu’ils trouveront dans ces recommandations une source d’inspiration pour rédiger leur propre code de conduite en fonction de leurs contextes respectifs particuliers.»

La conception que les chrétiennes et les chrétiens ont de leur religion est questionnée et approfondie dans leurs rencontres avec les personnes de leur voisinage qui appartiennent à d’autres religions et, de leur côté, le dialogue avec ces personnes est source de renouveau pour les chrétiennes et les chrétiens. Depuis l’Assemblée de 2006, le COE a organisé une série de colloques explorant l’identité chrétienne dans

Les Églises ont été invitées à réfléchir dans leurs contextes respectifs sur le document *Le témoignage chrétien dans un monde multireligieux – Recommandations de conduite*, et à édifier des relations interreligieuses.

C’est précisément ce qui a été fait au Canada, en novembre 2011, lors d’une réunion parrainée par le COE, la Communauté évangélique du Canada, le Conseil des évêques catholiques du Canada, le Conseil canadien des Églises et le Forum canadien des Églises pour les ministères mondiaux, en gardant à l’esprit les relations historiques entre les Églises du Canada et les Premières nations ainsi que la pluralité religieuse qui existe dans ce pays.

le contexte d'autres religions. Les contextes suivants ont été traités: l'islam (2008), le bouddhisme (2009), le judaïsme (2010), l'hindouisme (2011) et les religions autochtones (2012). Les éclairages qu'ont permis ces colloques spécifiques ont été intégrés dans un vaste document sur l'identité chrétienne dans le contexte de la pluralité religieuse, qui sera achevé à temps pour l'Assemblée de Busan.

Le COE et le Centre iranien pour le dialogue interreligieux de l'Organisation pour la culture et les relations islamiques ont tenu les cinquième et sixième d'une série de dialogues lancée en 1995. La réunion de décembre 2008, qui s'est tenue en Iran, s'inscrit dans le cadre de la volonté d'améliorer la compréhension entre les Églises membres du COE et des responsables religieux et intellectuels islamiques de haut niveau. Une réunion supplémentaire entre le COE et le Centre iranien s'est tenue à Genève en septembre 2012 pour renouer les liens et franchir de nouvelles étapes. Un réseau de femmes chrétiennes et musulmanes propose de nouvelles méthodes pour faciliter la compréhension entre religions à la base.

La confiance édiflée entre des communautés d'inspiration religieuse par le moyen du dialogue est également essentielle pour prévenir les conflits et pour prendre position ensemble en faveur de la paix. Dans une recommandation, le colloque de 2010 entre chrétiens et musulmans demandait que soit mis en place un groupe mixte de travail «chaque fois qu'une crise menace d'éclater entre chrétiens et musulmans.»

En mai 2012, le pasteur Olav Fykse Tveit, secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises (COE), et le prince Ghazi bin Muhammad bin Talal de Jordanie, en sa capacité de président de l'Institut royal Aal al-Bayt pour la pensée islamique, ont pris la tête d'une délégation mixte envoyée dans le nord du Nigeria, où une intensification de la violence menace les relations entre les communautés chrétienne et musulmane.

Outre qu'elle a elle-même enquêté sur la situation et sur les facteurs qui aggravent les tensions actuelles, cette délégation a exprimé les préoccupations de la communauté internationale à propos de la violence ciblant dirigeants politiques et religieux au Nigeria.

«La présence commune de responsables chrétiens et musulmans dans cette délégation, a déclaré le pasteur Tveit, vise non seulement à encourager à mettre fin à la violence mais aussi à servir d'exemple de coopération interreligieuse pour favoriser la paix et l'harmonie entre des personnes appartenant à des religions différentes.»

Le COE continue à faire campagne pour la paix et la compréhension entre les religions dans ce monde pluriel sur le plan religieux. Lors d'une rencontre entre religions organisée en 2011 à Assise par le pape Benoît XVI, le pasteur Tveit a également affirmé: «La croix n'est pas pour les croisades: c'est un signe de l'amour Dieu qui embrasse tout le monde.»



«En tant que chefs religieux, il nous appartient d'étudier soigneusement nos Saintes Écritures et enseignements respectifs afin d'y trouver des bases théologiques sur lesquelles fonder notre défense des droits humains. Il nous faut examiner les situations dans lesquelles du mal a été commis au nom de la religion, promouvoir le pardon, la réconciliation et la guérison pour favoriser la compréhension et le respect mutuels et stimuler la coopération interreligieuse avec un respect mutuel.»

Pasteur Samuel Kobia,

l'un des dix chefs religieux de différentes religions mondiales qui ont signé la déclaration Faith in Human Rights lors de la Conférence internationale interreligieuse qui s'est tenue aux Pays-Bas en décembre 2008

Publié pour la première fois il y a 25 ans, Current Dialogue est considéré comme l'une des revues les plus anciennes et les plus respectées qui traitent de l'engagement chrétien dans le domaine interreligieux. Les articles qu'elle publie sont conçus pour aider les gens à comprendre que le dialogue interreligieux, ce n'est pas simplement des chrétiens qui discutent avec des adeptes d'autres religions: c'est aussi la manière dont la présence d'autres religions façonne et modifie la manière dont les chrétiens se voient eux-mêmes.

52	
CURRENT DIALOGUE	
July 2013	
Special Issue: Christian Self-understanding in the Context of Islam	
Editorial	1
Chris Arns	2
Introduction	3
Rima Barakat	4
Report of the Arab-Christian Consultation on Christian Self-understanding in the Context of Islam	5
Living as a Community with Islam: Contexts, Challenges and Promises	10
Julien J.	11
The Holy Spirit in the Church: The Spirit of the Pentecost with the Universal	20
Emmanuel Clapsis	21
On Culture, Theology and Practice in Relation to Islam	22
Samuel Kobia	23
Some Aspects of Christian Theologizing in Relation to Islam	42
Samuel A. Madiaga, B.A.	43
A National Theology in Dialogue with Islam	50
Chaboum Lortie	51
A Theology of Christian-Muslim Relations: An Arab Christian Perspective	60
Georges Massouh	61
Historical and Political Context of Christian-Muslim Relations in Palestine: Challenges in Historical and Theological Issues	62
Charles Angyal-Ab	63
"Oster is Our Reconciliation": Icon: The Story of Jacob and Esau	74
Chris Arns	74



8: Mieux prendre soin de la création

Le samedi 12 décembre 2009, plus de 100 000 personnes ont défilé dans les rues de la capitale du Danemark. Elles s'étaient rassemblées à Copenhague dans l'espoir de faire pression sur les négociations relatives aux changements climatiques. Co-organisée par le COE, cette marche a vu des milliers de jeunes du monde entier brandir des banderoles appelant à la justice climatique. Le pasteur Tofiga Falani, membre du Comité central du COE et président de l'Église chrétienne congrégationaliste de Tuvalu, était parmi ces milliers de personnes qui avaient fait le voyage à Copenhague. Après deux journées de voyage depuis les atolls de Tuvalu, dans le Pacifique Sud, le pasteur Falani a déclaré qu'il n'était qu'une petite voix s'élevant d'un lieu qu'on ne peut même pas voir sur la carte du monde. «Nous voulons survivre!», a-t-il dit au nom des quelque 12 000 habitantes et habitants de Tuvalu et des autres habitants des petites îles du Pacifique Sud qui, selon les climatologues, sont aux avant-postes de la question des changements climatiques.

Avant ces négociations, le COE avait soumis un document au Segment de haut-niveau de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour rappeler aux personnes détenant le pouvoir la ferme conviction des Églises et des organisations internationales liées aux Églises que les pays industrialisés ont une responsabilité historique indéniable dans la crise des changements climatiques à laquelle le monde est confronté. «C'est une question de justice et un appel à la responsabilité morale.» Mais lorsque la fièvre des négociations sur les changements climatiques fut retombée, le COE annonça que, malheureusement, les résultats de ces négociations n'étaient pas à la hauteur des attentes. «À Copenhague, les pays industrialisés ont raté l'occasion de montrer l'exemple», a déclaré Jesse Mugambi, du Kenya, membre du Groupe de travail du COE sur les changements climatiques. Pour beaucoup, les conclusions ont manifestement souffert d'un manque de transparence: l'accord conclu a été négocié sans consensus et en secret par les pays les plus puissants. La lutte continue.

Au cœur de ce que fait le COE à propos des changements climatiques, il y a la volonté de prendre soin de la création et le souci de la justice. Depuis les années 1970, le COE contribue à développer le concept de communautés durables, et il a été présent à toutes les conférences des Nations Unies sur les changements climatiques depuis que la CCNUCC a été adoptée en 1992. Au fil des années, le COE a contribué à favoriser le développement d'un mouvement en faveur de la justice climatique, qui touche des millions de gens dans le monde entier, et notamment des milliers de paroisses et communautés qui, en 2009, ont fait sonner leurs cloches pour appeler à une action équitable et ambitieuse en matière de climat. Désormais, chaque année, elles sont reliées entre elles dans la prière au cours du «Temps pour la création», du 1er septembre au 4 octobre, toutes associées dans la sollicitude pour la création, respectivement dans les traditions orientale et occidentale du christianisme.

Le COE s'intéresse de longue date aux liens entre justice, paix et sauvegarde de la création. Ses projets sur l'éco-justice sont mis en œuvre par l'intermédiaire du Réseau œcuménique de l'eau (ROE) et de ses activités dans le cadre des projets «Justice climatique» et «Pauvreté, richesse et écologie.»

GRANDE RÉALISATION

Les Églises membres et les partenaires œcuméniques ont participé à des réflexions et actions communes sur la richesse, la pauvreté et l'écologie. Ils ont été amenés à mieux comprendre les relations croisées entre richesse, pauvreté et écologie et, ayant approfondi leur conception de la diaconie et renouvelé leur volonté de la pratiquer, ils ont collaboré avec d'autres communautés d'inspiration religieuse pour élaborer un cadre d'action commun sur l'éradication de la pauvreté et les changements climatiques.

Justice climatique

Réseau œcuménique de l'eau
Pauvreté, richesse et écologie

«En matière de diaconie, les gens ne sont pas des objets: ils sont la solution.»

Pasteur D'karlo Purba,

Église chrétienne du Sud de Sumatra (GKSBS) lors du Colloque mondial sur la diaconie prophétique organisé par le COE en décembre 2010

«Le monde est un lieu sacré ainsi que notre seul lieu de vie. Ainsi, du fait que nous vivons dans un monde aux ressources finies, nous devons tempérer nos comportements en réduisant nos exigences envers l'ordre naturel. Il nous faut distinguer entre notre propre cupidité et les besoins des autres. Pour atteindre à la modération et à la frugalité, nous devons faire des sacrifices personnels pour le bien de la planète. En d'autres termes, il nous faut apprendre la tempérance, ce qui implique de reconnaître la justice. Nous pouvons soit avoir un monde humain avec la justice pour tous, soit un monde pollué, dégradé et en colère sans justice.»

Sa Toute-Sainteté Bartholomée I^{er}, patriarche œcuménique, dans un message à la conférence Rio+20 des Nations Unies, juin 2012

Le séminaire d'été de Bossey appelle à prendre conscience de la crise de l'eau dans le monde

«L'eau n'a pas de couleur, pas de race, pas de nationalité. Elle est partout la même dans le monde entier.»

Rania Flavie Tourma,
chrétienne orthodoxe de Syrie

«Comment les Américains peuvent-ils considérer l'eau comme sacrée alors qu'ils la gaspillent chaque jour?»

Kelly Forbush,
étudiante en théologie de l'Église unie du Christ aux États-Unis

Tenant à la main un petit sac en plastique rempli d'eau tel qu'on en vend dans les rues de Lagos, Roderick Chukwumeka Oji dit: «Dans mon pays, voilà ce qu'on appelle de l'eau pure.» Mais ce que contient ce sac n'est pas contrôlé, et l'eau est loin d'être potable. Les élites achètent de l'eau en bouteille provenant de l'étranger.

Séminaire d'été du ROE sur l'eau, 2008

«Jésus prévient que "Vous ne pouvez servir Dieu et l'argent." (Luc 16,13 – TOB) Mais nous, nous sommes témoins de l'avidité qui se manifeste de manière spectaculaire dans les systèmes économique et financier de notre temps. La crise financière actuelle offre une occasion de réexaminer notre engagement et notre action, une occasion de discerner ensemble comment inventer un système qui soit non seulement viable, mais aussi juste et moral. L'économie est une affaire de foi, et elle a un impact sur l'existence humaine et sur toute la création.»

Tiré de la Déclaration sur les finances justes et l'économie de la vie, Comité central du COE, 2009



Le ROE est un réseau international d'Églises et d'organisations chrétiennes qui veut promouvoir la préservation, la gestion responsable et la distribution équitable de l'eau pour tous les êtres humains, dans la conviction que l'eau est un don de Dieu et que l'accès à l'eau est un droit humain fondamental. Depuis 2008, le ROE propose des réflexions hebdomadaires et d'autres documents sur l'eau pendant le temps du Carême. Ces Sept semaines pour l'eau constituent un moyen de réveiller les consciences aux alentours de la Journée mondiale de l'eau, fixée au 22 mars. En 2012, les Sept semaines pour l'eau ont accordé une attention particulière au concept naissant et controversé d'«économie verte»: il s'agit de concilier le développement économique et le bien-être environnemental et social. Ce fut l'un des thèmes clés de la conférence préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable – «Rio+20» – qui s'est déroulée en juin 2012 à Rio de Janeiro.

En mars 2005, le COE a publié le document L'altermondialisation en faveur des êtres humains et de la terre (Alternative Globalization Addressing People and Earth – AGAPE), document fondateur d'un processus qui étudie comment les Églises et la famille œcuménique en général peuvent réagir face aux drames humains provoqués par la mondialisation économique. Les réactions des Églises à ce document AGAPE, communiquées lors de l'Assemblée du COE de 2006, ont montré que les Églises sont toutes d'accord pour contester la mondialisation économique, y voyant la cause d'un fossé grandissant entre riches et pauvres, tant entre les pays qu'au sein des pays. On a pourtant constaté des différences d'approche à l'égard des facteurs complexes inhérents à cette mondialisation, ce qui n'a fait que souligner la nécessité de multiplier les rencontres entre des gens d'origines diverses pour réfléchir et agir.

Depuis 2006, le COE redouble d'efforts pour établir un dialogue authentiquement ouvert et interconnecté qui intègre la complexité des évolutions économiques au niveau mondial, la réflexion théologique et le souci de la justice. Conscient de la relation intégrale entre pauvreté, richesse et écologie, le COE s'intéresse à la nécessité d'une transformation économique dans les domaines mentionnés dans l'appel AGAPE: éradication de la pauvreté, commerce international, finance, usage durable de la terre et des ressources nationales, des biens et services publics, agriculture source de vie, emplois et moyens de subsistance décents, et le pouvoir de l'empire.

Un aspect essentiel de ce dialogue permanent se trouvait être les colloques régionaux qui ont étudié les évolutions dans le monde à la lumière des contextes nationaux et régionaux. Ces colloques ont été complétés par des discussions interrégionales, par exemple entre Églises européennes et latino-américaines, ainsi que par des dialogues interreligieux qui ont permis de définir des positions communes face à la cupidité.

En 2010, le COE a publié une déclaration à l'occasion de l'Audition informelle interactive de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la société civile sur les objectifs du Millénaire pour le développement; on y lisait en particulier: «Il nous faut réexaminer et démanteler un système aussi pervers de priorités qui accorde plus d'importance à sauver de grandes banques et à acquérir des engins conçus pour tuer plutôt que de secourir les gens qui meurent de faim ou qui n'ont pas de toit.» Le COE a réitéré sa conviction que l'éradication de la pauvreté est «un impératif moral et éthique» et un objectif qui peut être atteint dans un monde qui n'est pas confronté à «une pénurie de ressources financières pour vaincre la pauvreté» mais souffre d'«une pénurie de valeurs et de morales favorisant la vie – pénurie de justice, de solidarité et de sollicitude.»

Reconnaissant les liens indissociables entre économie et écologie, le Comité central du COE a publié en septembre 2009 une déclaration sur l'éco-justice et la dette écologique. Le concept de dette écologique fait référence aux dommages causés au cours du temps aux écosystèmes, aux lieux et aux peuples par les modes de production et de consommation, et à l'exploitation des écosystèmes aux dépens des droits légitimes d'autres pays, communautés ou individus. Cette déclaration appelle les gouvernements, les Églises, les institutions et les entreprises des hémisphères Nord et Sud à corriger les injustices faites à l'humanité et à la Terre par «des transformations radicales à tous les niveaux de la vie et de la société.»

Collaborer avec la société civile et les mouvements populaires sur les thèmes de la pauvreté, de l'inégalité et de la dégradation de l'environnement a constitué un aspect important du processus pauvreté, richesse et écologie. Le Forum social mondial (FSM) est l'un des principaux lieux de rencontre où ont eu lieu des interactions, des dialogues et de la coopération avec des mouvements œuvrant pour la justice et pour la paix. La présence œcuménique au FSM a pour objectif de nouer des liens de solidarité avec la société civile mais aussi de manifester le témoignage commun des chrétiennes et des chrétiens dans les débats actuels du monde. Entre la réunion du FSM de 2007 à Nairobi et celle de 2011 à Dakar, des campagnes et des séminaires ont été organisés conjointement avec des partenaires du mouvement œcuménique et de la société civile sur des questions telles que la dette illégitime et écologique, la crise alimentaire et la crise financière, afin de promouvoir la discussion et des actions communes.

Le processus systématique de dialogue et d'action sur la pauvreté, la richesse et l'écologie débouchera, à terme, sur une déclaration sur la pauvreté, la richesse et l'écologie, qui sera préparée par le Forum mondial de l'AGAPE et sera soumise à la 10^e Assemblée.

C'est un vaste programme, mais notre foi nous appelle à parler et à agir dans la perspective du Royaume de Dieu. Ainsi que l'ont déclaré les participantes et participants au Forum mondial sur la pauvreté, la richesse et l'écologie qui s'est tenu à Bogor (Indonésie) en juin 2012: «Une économie de la vie n'est pas seulement possible: elle est en cours de réalisation et, en dernière analyse, elle repose sur la justice.»

«Si nous prétendons être une communauté mondiale qui respecte et honore le tissu de la vie et la dignité humaine, il nous faut remettre en cause les relations et pratiques contraires à la vie qui sont sources de déshumanisation et de pauvreté au milieu de la richesse.»

Déclaration de Dar es-Salam sur les liens entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique, novembre 2007.

Avec le Conseil pontifical Justice et Paix et l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture, le COE a collaboré avec l'Organisation internationale du travail pour rédiger un manuel de directives, publié en 2012, intitulé Convergences – Travail décent et justice sociale dans les traditions religieuses.





9: Changements dans la gouvernance

Depuis Porto Alegre, le Conseil œcuménique des Églises a entrepris un examen de ses structures de gouvernance, processus qui s'est achevé avec succès en 2012 en Crète. Le Comité central du COE a débattu et adopté des amendements au Règlement du COE qui doteront le Conseil d'une structure de gouvernance revisitée et d'une nouvelle façon de travailler. Les raisons qui ont motivé ces changements concernaient à la fois la théologie et la gestion de l'organisation:

La base théologique se fondait sur la conception exposée dans le document *Vers une conception et une vision communes (CVC)* selon laquelle le Conseil est une communauté fraternelle d'Églises. Ce terme de «communauté fraternelle» est très riche: il implique une confiance mutuelle, un discernement collectif du plan de Dieu, la nécessité de se rendre mutuellement des comptes et d'être prêt à prendre des risques pour l'autre. Il implique que les puissants ne sont pas toujours les interprètes de la voix de Dieu. Les principes de gestion exemplaire permettent de libérer du temps et des ressources, ils sont une source de confiance et de sécurité et ils ne sont pas contraignants. Le processus de réexamen de la gouvernance, lancé à une époque où le Conseil éprouvait un certain malaise existentiel, avait pour objet de fournir un cadre dans lequel pourraient se renouveler la confiance et la capacité à prendre des risques, et cela en donnant un fondement plus solide aux instruments de gouvernance, ainsi que de donner à ces instruments une forme leur permettant d'être efficaces dans un environnement œcuménique et séculier en mutation rapide.

Dans la version révisée de la Constitution et du Règlement du COE, les quatre fonctions que sont la gouvernance, l'administration, l'exécution et la consultation demeurent des concepts distincts. La gouvernance gouverne et l'administration administre. Les organes directeurs – la gouvernance – fixent la vision, la mission, les objectifs stratégiques, les limites et les directives. L'administration répond de la mise en œuvre de ceux-ci tout en étant néanmoins libre d'organiser son travail comme elle l'entend. Les principaux éléments intégrés dans les modifications reflètent notamment les éléments suivants:

- Le souhait que le Comité central soit plus délibératif pour favoriser l'apprentissage, la découverte et le discernement mutuel;
- Le souhait que les rôles respectifs du Comité central et du Comité exécutif soient plus clairs;
- Une distinction clairement établie entre gouvernance, administration et exécution;
- Le passage à un intervalle de huit ans entre deux assemblées, le Comité central se réunissant tous les deux ans et le Comité exécutif deux fois par an;
- La définition des rôles respectifs du secrétaire général et des présidents du Comité central, du Comité exécutif et des autres comités.

Pour être en mesure de partager nos responsabilités, nous devons donner à tous les participants et participantes les moyens d'agir grâce à une structure efficace et transparente. Pour assurer cette transparence, nous devons avoir des mandats et des règlements clairs pour chaque organe et chaque ministère. Pour être efficaces, nous devons éviter les procédures inutilement compliquées. Pour être aussi représentatifs de nos Églises que possible, nous devons avoir des systèmes de roulement et un partage judicieux des fonctions. Pour être un instrument d'orientation stratégique reconnu par l'ensemble du mouvement œcuménique, nous devons trouver des moyens appropriés d'inclure nos partenaires dans nos activités et dans les processus directeurs.

Dans ce travail sur la gouvernance qui arrive à son terme, nous avons voulu trouver les meilleurs moyens d'améliorer notre capacité à représenter la vaste communauté d'Églises que nous constituons, de puiser dans les connaissances spécialisées qui existent dans les Églises et chez nos partenaires et de nous ouvrir plus largement aux contributions spécifiques de ceux-ci.

Pasteur Olav Fykse Tveit, secrétaire général du COE



10: Un centre œcuménique nouveau

En septembre 2011, le Comité exécutif s'est penché sur la question de la Fondation de retraite du COE, qui présentait alors un déficit de 28 millions de CHF. Définissant sa stratégie à cet égard, le Comité exécutif a approuvé un projet de développement immobilier qui vise trois objectifs, à savoir: financer le coût du transfert de la gestion des fonds de pension à une institution collective indépendante, «aménager un nouveau Centre œcuménique pour le 21^e siècle» et augmenter le revenu des locations que génèrent actuellement les locaux. En résumé, ce projet vise à mettre en valeur et mieux gérer les biens immobiliers que possède le COE à Genève.

DÉVELOPPEMENT DES BIENS IMMOBILIERS

Le Centre œcuménique est établi sur un site d'une superficie de 34 000 m² au Grand-Saconnex, Genève, dans la zone dite «internationale», qui recèle un potentiel de développement considérable. Le Comité d'orientation a recommandé qu'un appel d'offres soit lancé afin de trouver un promoteur ou une société de promotion de biens immobiliers qui serait en mesure de collaborer avec le COE. En décembre 2011, le COE a choisi Implenia, société suisse de pointe en matière de développement immobilier et de construction, cotée à la Bourse suisse. Parmi les points forts de la société figurent son expérience en matière de vastes projets de construction, l'accent qu'elle place sur le développement durable, et sa capacité à assurer la gestion d'un projet de la conception à la réception des travaux.

Dans la période qui a suivi décembre 2011, Implenia a travaillé en étroite collaboration avec le personnel du COE pour examiner les options de financement, entamer des consultations avec les autorités locales et mettre au point un contrat de développement, qui a été signé par le COE et Implenia en mai 2012.

Si le processus est maintenant défini dans ses grandes lignes, la forme de l'aménagement futur reste à préciser. Les décisions dépendront de l'évaluation de la qualité des immeubles existants, des idées proposées par les architectes participant au concours, de l'avis des autorités locales dans le contexte des dispositions réglementaires concernant l'aménagement, et du potentiel économique. Il n'est pas encore possible de déterminer le pourcentage de terrain qui pourrait être vendu; en effet, il existe une possibilité de conserver la propriété du terrain en vendant des droits de superficie. Dans tous les cas, les objectifs financiers demeurent clairs, en particulier le remboursement du prêt souscrit pour la Fondation de retraite. Tout nouvel investissement du COE dans le projet, sous la forme d'un Centre œcuménique nouveau ou rénové ou d'immeubles à louer, sera également financé entièrement ou en partie par la vente de terrains, d'immeubles ou de droits de superficie.

Le contrat d'aménagement distingue sept phases de développement, dont les trois premières concernent l'ensemble du site, alors que les quatre dernières pourront être lancées par intervalles ou de manière itérative, à chaque fois pour un secteur différent du site. Ces phases sont les suivantes:



Nous travaillons dur à déterminer les meilleurs choix en matière de mise en valeur de nos biens pour aboutir à un bâtiment visible, fonctionnel, efficace et attrayant où s'effectuera à l'avenir le travail du COE et de nos partenaires de Genève.

Depuis le début de ce processus, je réfléchis à la plus-value que représente le fait d'avoir notre Secrétariat et un Centre œcuménique en bordure de la route qui relie l'aéroport de Genève aux institutions de l'ONU domiciliées dans cette ville. Découvrant la valeur de ces biens immobiliers, nous ne pouvons que rendre hommage à la sagesse de ceux qui ont fourni le terrain et de ceux qui ont imaginé et construit ce Centre, il y a près de 50 ans.

Nous nous trouvons à proximité – on peut s'y rendre à pied – d'un grand nombre des puissantes institutions, organisations internationales et forums qui traitent de questions que nous jugeons prioritaires, comme la justice, la paix, les droits de la personne, la santé et le travail. Nous pouvons être en contact direct avec les missions de presque tous les pays du monde et leur personnel dispose d'un accès direct au COE et aux 350 Églises membres dont il est l'expression, ainsi qu'aux compétences, à l'engagement et aux vastes réseaux que représentent les Églises, les organisations œcuméniques et les partenaires spécialisés. À travers nos Églises membres, nous sommes présents dans plus de 110 pays. Nous n'avons pas besoin d'ouvrir des bureaux nationaux pour savoir ce qui se passe et essayer d'influencer le cours des événements locaux et nationaux.

Pour le mouvement œcuménique, Genève est un élément de son patrimoine et de son identité. Il s'agit d'un forum où les Églises se doivent d'être présentes et visibles. Le fait d'avoir un centre œcuménique et un institut œcuménique à Bossey nous offre de multiples occasions de rencontrer de nombreux représentants et partenaires des Églises en un seul lieu, à l'occasion de réunions, de visites, d'études ou d'actions communes. Notre présence physique à Genève a été et demeure cruciale et elle recèle un potentiel encore plus grand.

Pasteur Olav Fykse Tveit, secrétaire général du COE

Mise en place du projet Une évaluation technique a été entreprise en 2012 pour apprécier la qualité et la durabilité des bâtiments existants; sur cette base, on déterminera dans quelle mesure, s'il y a lieu, ces bâtiments pourraient être intégrés dans le projet d'aménagement et quel serait le coût de la rénovation.

Concours d'architecture et estimations financières jusqu'en juin 2013. Un concours d'architecture sera organisé dans le but de choisir le projet répondant le mieux aux objectifs du COE et aux lignes directrices définies par les autorités. Cinq à dix entreprises candidates seront invitées à soumettre des idées pour l'ensemble du site, comprenant ou non les bâtiments existants, selon les recommandations issues de la phase précédente, et prenant en compte des spécifications à définir pour le Centre œcuménique nouveau ou rénové et pour d'autres immeubles qui seraient propriété du COE. Un jury sera appelé à désigner le projet vainqueur.

Plan d'aménagement du site et étude d'impact jusqu'en septembre 2014. Un plan d'aménagement du site, soumis à l'examen des autorités locales et du COE, sera préparé conformément aux dispositions

réglementaires locales, définissant les différents secteurs sur le site, les volumes, les dimensions, la disposition et la surface utile des immeubles, l'emplacement des routes, sentiers et espaces verts.

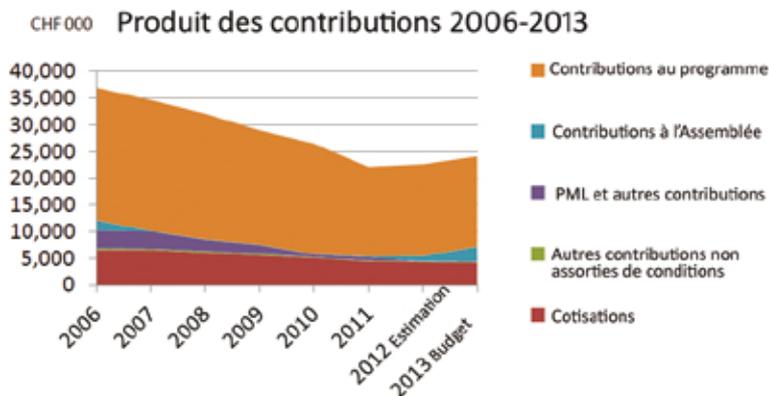
Décisions au terme des trois premières phases Au terme des trois premières phases, on pourra décider de vendre certaines parcelles dont la valeur aurait augmenté à la suite du processus précédemment décrit et des approbations obtenues. Pour d'autres parcelles, cependant, Implenia et le COE pourraient se lancer dans une «étape d'aménagement», c'est-à-dire un cycle de phases supplémentaires englobant: l'obtention de permis, la détermination d'objectifs financiers, la recherche d'investisseurs potentiels pour chaque bâtiment envisagé et enfin (de 2016 à 2018) la mise en œuvre du projet et l'ouverture du site nouvellement réaménagé.



11: Profil financier – Histoire récente et évolution actuelle

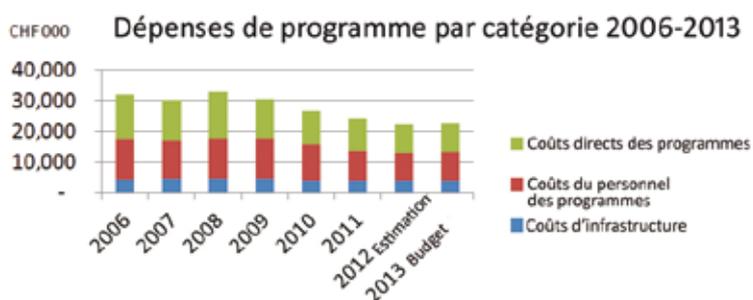
ÉVOLUTION DU PRODUIT DES CONTRIBUTIONS

Le produit total des contributions annuelles est passé de 37,1 millions de francs suisses (CHF) en 2006 à 22,2 millions CHF en 2011 (baisse de 40%). En 2006, le produit des contributions comprenait 2,7 millions CHF pour le partage multilatéral (PML), une activité qui a cessé en 2009, ainsi que 2 millions CHF de contributions à l'Assemblée. En 2013, une augmentation du produit total des contributions est prévue au budget pour passer à 24,1 millions CHF, dont 2,8 millions en contributions à l'Assemblée. La plus forte baisse des contributions de programme d'une année sur l'autre s'est produite en 2011. Sur une baisse totale de 4,4 millions CHF enregistrée cette année-là, environ 1,9 million CHF étaient imputables à des taux de change défavorables par rapport à 2010, et 1,6 million CHF à une forte réduction des fonds versés par les donateurs initiaux aux principaux partenaires de financement du COE. Bien qu'on ait atteint une certaine stabilité depuis 2011, avec des contributions de programme s'établissant à environ 17 millions CHF depuis cette date, le Conseil est confronté à des difficultés financières chroniques dues à une tendance générale de diminution du produit des contributions observée sur le long terme.



DÉPENSES DE PROGRAMME

Les dépenses de programme annuelles (excepté l'Assemblée, le partage multilatéral, ACT Développement et d'autres financements spéciaux) ont régressé de 9,4 millions CHF (29%), passant de 31,9 millions CHF en 2006 à 22,5 millions en 2013. En moyenne, les coûts liés au personnel de programme représentaient 42% des dépenses de programme.



ÉVOLUTIONS FINANCIÈRES MAJEURES 2006-2013

2006 L'objectif de réserves générales à long terme de 50% des coûts liés au personnel est atteint, à 9 millions CHF. Pour la première fois, les réserves générales dépassent les fonds de programme.

2007 Le Conseil décide de ne plus présenter ses comptes selon les Normes internationales d'information financière (NIIF) en raison de la procédure de comptabilité exigée par rapport à la Fondation de retraite du COE (FR/COE) selon les normes NIIF. À cette date, la FR/COE faisait état d'un déficit de 1,7 million CHF.

2008 En cette année de turbulences financières, le budget annuel est revu à la baisse au cours de l'exercice et, vers la fin de l'année, les devises étrangères chutent brusquement face au franc suisse. Le déficit global s'élève à 4,2 millions CHF, alors que le budget l'avait fixé à 2,5 millions CHF. La FR/COE annonce un déficit de 20,5 millions CHF, avec un taux de couverture de 79,1%.

2009 Le Conseil mène à bien des travaux de sécurité incendie au Centre œcuménique, pour un coût de 6,6 millions CHF sur quatre ans, ainsi qu'un projet de rénovation de la Salle Visser 't Hooft, pour 1,3 million CHF. Environ 5,6 millions CHF sont financés par les réserves générales et 2,3 millions CHF par des emprunts hypothécaires. La FR/COE annonce un déficit de 13,6 millions CHF, reflétant une certaine embellie sur les marchés financiers.

2010 Le Comité exécutif approuve la réalisation d'un centre de conférences à Bossey, avec une limite budgétaire initialement fixée à 6,3 millions CHF, revue par la suite à 6,6 millions CHF, financée par des emprunts hypothécaires et des levées de fonds. L'accent mis sur le renforcement des relations avec les Églises membres a entraîné une augmentation du nombre d'Églises membres versant leurs cotisations annuelles, nombre qui est passé de 177 à 224 (augmentation de 27%). La FR/COE annonce un déficit de 18,6 millions CHF. Les organes directeurs demandent un rapport sur la stratégie à long terme de la FR/COE.

2011 Après examen de la situation critique de la FR/COE, qui présente un déficit de 23,8 millions CHF au 31 décembre, le Comité exécutif décide que le Conseil verse une contribution extraordinaire à la FR/COE à condition que des fonds soient disponibles et que la contribution serve à financer le transfert des actifs et des obligations de la FR/COE à un fonds de pension indépendant. Un appel d'offres est lancé pour trouver un partenaire chargé du développement immobilier, dans l'optique d'exploiter le patrimoine immobilier du Conseil pour garantir les retraites et rénover ou reconstruire le Centre œcuménique. Une charge extraordinaire de 24,7 millions CHF a été comptabilisée au 31 décembre, inscrite comme déficit à combler par le projet de développement immobilier. Les conséquences sur les fonds et réserves sont présentées dans la section suivante.

2012 Un comité d'orientation suit le processus et le COE contracte un emprunt de 24 millions CHF sur cinq ans au taux de 1,3% par an. Le montant est transféré à la FR/COE, puis à son tour à un fonds de pension indépendant. De plus, 3,5 millions CHF sont transférés des réserves générales au fonds du projet de construction pour couvrir les intérêts de l'emprunt et les frais de consultation sur une période de cinq ans, l'objectif étant de pouvoir rembourser l'emprunt grâce à une vente immobilière d'ici là. En mai, un contrat de développement est signé avec Implenia, l'une des principales entreprises suisses de construction. Les réserves générales du Conseil étaient de 5,5 millions CHF à la clôture.

VUE D'ENSEMBLE DES FONDS ET RÉSERVES ENTRE 2006 ET 2013

Les réserves générales se sont élevées en moyenne à 8 millions CHF et les fonds de programme à 5,7 million CHF au cours de la période. Les fonds propres du COE investis dans les bâtiments ont atteint les 19 millions CHF en 2010 en raison des travaux du centre de conférences de Bossey et la réalisation des travaux en lien avec la sécurité incendie au Centre œcuménique. Le reste des fonds, 9 millions CHF en moyenne, représente essentiellement les dotations en faveur de l'Institut œcuménique et, à partir de 2012, le fonds du projet de construction, affecté à partir des réserves générales.

Le total des fonds et réserves a diminué, passant de 40 millions CHF à 14 millions CHF en 2011. À cette date, un déficit de 24,7 millions CHF avait été enregistré, à couvrir par les recettes générées par le projet de développement immobilier. En 2011, les terrains et les bâtiments du COE étaient estimés à 45,8 millions CHF en valeur comptable nette, tandis que la valeur d'assurance des bâtiments se montait à 105 millions CHF dans les comptes financiers.

EMPRUNTS

En 2006, les emprunts hypothécaires atteignaient un total de 19 millions CHF, dont 11 millions pour la résidence du COE, 7 millions pour le Château de Bossey (rénové en 2003) et 1 million de francs suisses pour l'équipement du Centre œcuménique. Les emprunts ont augmenté de 6 millions CHF en 2011 pour la construction du centre de conférences à Bossey et de 24 millions CHF en 2012. Aucun remboursement n'est exigible pendant une période de cinq ans pour l'emprunt de 24 millions de francs suisses. Les remboursements contractuels pour tous les autres emprunts se montent à 0,7 million CHF chaque année. Les emprunts atteignent un total de 48 millions CHF en 2013.



Rapport pré-Assemblée d'évaluation du programme – Synthèse

L'évaluation pré-Assemblée du programme du Conseil œcuménique des Églises porte sur l'efficacité, la pertinence et les répercussions des programmes du COE du point de vue de ses mandants. Cette évaluation est menée en tenant compte des sept principes fondamentaux formulés par la Neuvième Assemblée du COE (Porto Alegre, 2006).

Ces sept principes fondamentaux sont les suivants:

- Se recentrer sur ce que le COE est le seul à pouvoir faire en tant que communauté mondiale d'Églises pour guider l'ensemble du mouvement œcuménique;
- En faire moins, mais le faire bien, de façon intégrée, dans un esprit de collaboration et d'interaction;
- Mettre en évidence sa tâche centrale, qui est d'inciter les Églises à s'appeler mutuellement à l'unité visible;
- Maintenir l'équilibre entre le dialogue et la défense des causes, ainsi qu'entre l'édification de relations et l'encouragement du témoignage social, parmi les Églises et auprès des différents secteurs de la société;
- Favoriser une plus grande adhésion et une plus grande participation parmi les Églises en s'inspirant le plus largement possible des initiatives des Églises et organisations partenaires;
- Faire entendre une voix et un témoignage prophétiques dans le monde en affrontant de manière ciblée les problèmes urgents qui agitent notre époque;
- Faire connaître les activités du COE aux Églises et au monde de façon régulière et novatrice.*

L'évaluation a pour but de vérifier si les travaux du programme du COE ont répondu de manière adéquate et efficace aux préoccupations et aux difficultés auxquelles les Églises membres ont été confrontées de 2006 à aujourd'hui.

Préparée par l'équipe d'évaluation pré-Assemblée désignée par le Comité exécutif, l'évaluation s'est fondée sur plusieurs outils: un questionnaire envoyé à la base des Églises membres; des entretiens avec des personnes représentant des contextes variés au sein de la communauté fraternelle; des entretiens avec des membres du personnel; un examen des résultats de l'évaluation à mi-parcours, des évaluations annuelles et des principaux rapports de la gouvernance; ainsi qu'un examen des outils de planification, suivi, évaluation et établissement de rapports. Le questionnaire d'évaluation a été envoyé à 762 personnes représentant les Églises membres, les membres du Comité central, les communions chrétiennes mondiales, les organisations œcuméniques régionales, les organisations œcuméniques internationales, les conseils nationaux d'Églises et les partenaires spécialisés. 144 personnes y ont répondu.

La majeure partie de la base du COE adhère au travail du COE (82,5% sont d'accord avec l'affirmation «Votre Église a le sentiment, en tant que membre, d'être partie prenante au travail du COE») et une personne sur quatre estime que son engagement s'est renforcé depuis la dernière Assemblée.

* Tiré du rapport officiel de la Neuvième assemblée du Conseil œcuménique des Églises: *God, in your grace. Official Report of the Ninth Assembly of the World Council of Churches.*

La majorité des personnes ayant répondu au questionnaire considèrent que la communauté fraternelle s'est renforcée grâce aux travaux du programme (85%), que les relations qu'elles entretiennent avec le COE se sont consolidées (75%) et que les travaux du programme ont encouragé la coopération œcuménique (85%).

Les membres s'engagent essentiellement par une participation aux manifestations et à travers les organes consultatifs du COE. Plus de 40% des personnes interrogées ont le sentiment que leur Église/organisation ne participe pas activement à la mise en œuvre ou planification des travaux du programme du COE. Il existe un potentiel considérable parmi les Églises membres et la base des Églises pour qu'elles s'impliquent davantage dans la mise en œuvre des activités du COE, dans la mesure où 90% des personnes ayant répondu au questionnaire estiment qu'elles pourraient intensifier leur participation. À la question plus spécifique suivante, «De quelles manières votre Église/organisation peut-elle participer aux travaux du COE à l'avenir?», les personnes interrogées ont cité notamment comme éléments clés d'implication la participation à la planification et la mise en œuvre des activités, le renforcement des mouvements œcuméniques aux niveaux local et mondial, l'offre de compétences thématiques, la participation aux organes directeurs, comités et commissions, les contributions financières et en nature ainsi que les cotisations des membres.

L'équipe d'évaluation recommande que le COE continue de tout mettre en œuvre, dans la mesure du possible, pour que les membres et partenaires assument des responsabilités croissantes dans le travail commun. Un rôle constructif nécessite un sentiment d'appartenance et un engagement. L'accent doit être de plus en plus mis sur la pérennité des travaux et la volonté des Églises membres à faire avancer les travaux après l'impulsion donnée par le COE.

La réaction de la base a été globalement positive quant à la pertinence, l'importance et les répercussions des programmes du COE. La majorité (69%) des personnes ayant répondu au questionnaire estiment que les programmes ont eu des effets en général et sur la vie de l'Église en particulier. Parmi les sondés des Églises membres, 80% jugent que les programmes ont eu des effets sur la vie de l'Église.

Les réalités financières ont influencé la capacité des programmes à générer des effets. Les budgets du programme ont été révisés d'une année sur l'autre, subissant des coupes. En outre, des changements structurels ont eu lieu depuis Porto Alegre, influençant la capacité de l'organisation à générer des effets positifs. Dans certains cas, cependant, ces changements ont contraint le COE à travailler de façon plus intégrée et collaborative avec les Églises membres et les partenaires œcuméniques. Dans l'ensemble, il est difficile de mesurer, d'évaluer et de communiquer les résultats et effets des programmes, notamment en termes quantitatifs. On recommande donc que les objectifs des programmes soient définis de manière plus spécifique et que des priorités soient établies; on recommande également de consolider l'élaboration des systèmes et outils de planification, de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports.

Les programmes les mieux connus des personnes interrogées sont aussi considérés comme les plus importants pour les priorités futures. Le programme «Unité, mission et spiritualité», le programme «Justice, diaconie et la responsabilité envers la création», ainsi que le programme «Témoignage public: face au pouvoir, affirmer la paix» sont considérés comme ceux qu'il est plus important de poursuivre. Les autres programmes sont également jugés importants. Il convient de réfléchir à

la façon dont le cap de ces trois programmes qui jouissent d'une grande popularité parmi les mandants peut être maintenu.

Les personnes ayant répondu au questionnaire se déclarent globalement satisfaites de la capacité du COE à avancer vers les sept principes directeurs fondamentaux formulés par le Comité d'orientation du programme à Porto Alegre. Les préoccupations portent notamment sur la question suivante: «Le COE a favorisé un plus grand sentiment d'être parties prenantes et une plus grande participation parmi les Églises en s'inspirant le plus largement possible des initiatives des Églises et organisations partenaires.» De même, les personnes interrogées se disent préoccupées par la capacité du COE à communiquer ses activités rapidement et de façon originale.

En outre, environ un tiers des personnes ayant répondu sont en désaccord avec l'affirmation suivante: «Le COE en fait moins, le fait mieux, et au moyen d'une approche intégrée, collaborative et interactive.» Pour en faire moins, il faut faire des choix. Pour pouvoir établir de telles priorités, l'équipe d'évaluation recommande au COE d'élaborer un plan stratégique ciblé définissant des objectifs stratégiques spécifiques. À partir de ces objectifs, on pourra mettre au point l'organisation adéquate, une structure logique de travail pour le programme, ainsi que les méthodes et l'affectation du personnel.

Copyright © 2013 Publications du COE. Tous droits réservés. À l'exception de brèves citations dans des recensions ou des revues, aucune partie de cet ouvrage ne peut être reproduite de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur. S'adresser à: publications@wcc-coe.org.

Directrice de la rédaction et du projet: Sara Speicher,
Communication Point

Conception de la publication: Designworks, UK

Photographies:

Peter Williams/COE, sauf exceptions suivantes: Sean Hawkey/ACT (p. 10 et 33); Christina Bierre/COE (p. 14 haut); Gary Doak/Édimbourg 2010 (p. 16); Igor Sperotto/COE (p. 18); L'Osservatore Romano (p. 19 haut); Paulino Menezes/COE (p. 19 bas, 27 et 46); Natalie Maxson/COE (p. 20 et 22 haut); Gabrielle Russell-Mundine/COE (p. 24); Mark Beach/COE (p. 26 et 42); Oliver O'Hanlon/OMS (p. 28); Leo Huizinga/Cordaid (p. 29); Photo Oikoumene (p. 34 et 44); Juan Michel/COE (p. 54); Nikos Kosmidis/COE (p. 61)

Traduction: Service linguistique, COE

ISBN: 978-2-8254-1628-0

Conseil œcuménique des Églises
150 route de Ferney C.P. 2100
1211 Genève 2, Suisse

<http://publications.oikoumene.org/>





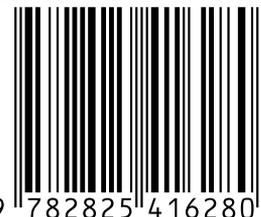
Une foi qui fait justice --

La foi chrétienne concerne tous les domaines de la vie humaine dans lesquels la justice et la paix sont en jeu. Cette publication a pour but de mettre en évidence les travaux les plus récents du Conseil œcuménique des Églises, principal outil du mouvement œcuménique chrétien dans le monde. Abordant aussi bien les discussions sur la doctrine chrétienne que la lutte contre le VIH en Afrique, en passant par la défense des droits de la personne auprès de l'ONU et l'exploration de voies nouvelles dans le domaine de l'édification de la paix, ce rapport présente les projets et réalisations du COE et de ses Églises membres depuis leur dernière Assemblée en 2006, en préparation de la 10^e Assemblée qui se tiendra en octobre et novembre 2013 à Busan (République de Corée).



Conseil œcuménique
des Églises

ISBN 978-2-8254-1628-0



9 782825 416280 >